

LE DEVOIR



LE MONDE

Tollé sur la Shoah
Page A 5

LES SPORTS

L'expérience a parlé pour Safin
Page B 4



VOL. XCI N° 177

LE LUNDI 7 AOÛT 2000

87c + TAXES = 1\$



Serge Bouchard

Le monde, ce fauteuil

Le vieux rêve des Araucans, des Bochimans, des Visigoths, de Bouddha, de mon grand-père et de combien d'anciens dont nous n'avons plus la mémoire s'est enfin réalisé. La sagesse consiste à s'asseoir une fois pour toutes, une télécommande à la main. Autrefois, appréhender le monde exigeait de la poigne, aujourd'hui une simple manette suffit.

Plus personne ne soulève des pierres, des poids et des charges. Les hommes forts sont devenus préhistoriques; forcer est un jeu. Les pilotes d'avion ne pilotent plus, ils surveillent le fonctionnement des logiciels de vol. Pour vraiment connaître les sensations de l'authentique pilotage, ils se louent un petit avion durant leurs vacances. Nous sommes fichés dans une intelligence centrale qui connaît mieux notre dossier personnel que nous-mêmes: santé, finance, habitudes et préférences. Les sondages nous annoncent ce que nous pensons. Marcher est une thérapie. Hiking, trekking, jogging, la vie physique est devenue un sport de fin de semaine. Nous sommes fous de notre corps depuis qu'il ne sert plus à rien. Nous sommes les commis de nos outils, de nos systèmes, de notre bureautique. Nous sommes assis et nous commandons la musique, l'image et jusqu'au ventilateur. Chacun a son tableau de bord, son fauteuil capitaine et un clavier pour naviguer sa vie. Les ergonomes nous avertissent de prendre soin de nos poignets, de nos yeux, de notre cerveau. Nous développerons bientôt des plaies d'ordinateur sur nos fesses trop assises que nous ne savons plus mettre à l'air. Les cultivateurs prospères sont dans leur tracteur comme dans un salon, température contrôlée, musique classique dans les oreilles, fauteuils moelleux. Être humain devient un hobby et l'être finit par se chercher de l'ouvrage. Le repos entraîne des maux de dos. Le corps gâté, pourri, ne cesse d'exprimer son mal à l'âme.

Nous développerons bientôt des plaies d'ordinateur sur nos fesses trop assises que nous ne savons plus mettre à l'air

Nos enfants ne jouent plus, ils ont des «programmes d'activités». Et l'on s'étonne du fait qu'ils soient hyperactifs. Nous sommes, paraît-il, de plus en plus grands, mais chose certaine, de moins en moins résistants. Nous grandissons par manque de gravité puisque plus rien ne nous retient au sol. Nous grandissons parce que nous nous effilochons, sujets à tous les asthmes de la terre. Notre enveloppe est d'autant plus fragile que nous n'avons ni la couenne ni la corne pour simplement sortir sous la pluie. Nos vêtements d'hiver sont faits de matériaux synthétiques qui nous permettraient de passer l'hiver sur la banquise. Mais, entre la grosse grippe et la grosse fatigue, la résistance n'y est plus. Le monde n'a jamais été aussi frileux.

Nous sommes aussi délicats que nos outils précieux. Un rien nous brise. Entre *Who wants to be a millionaire* et *The Jerry Springer Show* se dessine l'amplitude scalaire du paradis et de l'enfer. Voilà nos anges hystériques qui crient leur joie d'avoir gagné une fortune. Mais voilà aussi nos nouveaux démons. Le scandale envahit la télévision. Notre misère, comme celle des autres, se transforme en télésouffrance.

La modernité est une promesse remplie, l'accomplissement de très vieux rêves. Une poignée d'humains, avant et au détriment de tous les autres, a atteint les marches de la Terre promise. Finie la misère, finis les vieux problèmes. Ce toit qui coule, cette maison impossible à réchauffer en hiver, la mécanicité de ce propriétaire, l'eau qu'il faut aller puiser à la rivière, la privation de nourriture, le manque de soins, les grandes distances, les abus de croyances et les diverses malveillances, cela appartient au passé. La tyrannie de la famille, de la petite société ignorante et mesquine des villages d'antan, ces échines pliées devant les dogmes et les credo, il n'est de carcans traditionnels que la modernité n'ait brisés. Nous vivons dans un miracle. Le pouvoir sorcier de nos nouveaux outils nous dépasse entièrement, puisqu'il nous faut admettre que la modernité est à coup sûr le plus magique des mondes. Sa télécommande universelle à la main, l'individu marche confiant sur le chemin de sa liberté.

Si Montaigne revenait sur terre et observait que les philosophes d'aujourd'hui écrivent des encyclopédies directement sur Internet, que les châteaux se bâtissent en un mois et que nous volons en Concorde, lors même que les conflits entre les religions perdurent, que nous regardons toujours les autres comme des «sauvages», que nous combattons de nou-

VOIR PAGE A 8: FAUTEUIL

INDEX

Annonces..... B 6	Monde..... A 5
Avis publics... B 3	Mots croisés... B 6
Culture..... B 8	Météo..... B 6
Éditorial..... A 6	Planète..... B 2
Entrevue..... B 1	Sports..... B 4
Idées..... A 7	Télévision..... B 7



Étonnée, choquée, gênée, amusée, interloquée, le défilé de la Fierté a provoqué toutes sortes de réactions hier, boulevard René-Lévesque.

Divers-Cité à bout de souffle

Les organisateurs de la semaine de la Fierté gaie demandent aux gouvernements de doubler leurs contributions

ÉRIC DESROSNIERS
LE DEVOIR

Point culminant d'un événement qui s'est étendu sur toute une semaine, le défilé de la fierté lesbienne, gaie, bissexuelle, transsexuelle et travestie de Montréal a su attirer cette année encore une foule impressionnante. Environ 600 000 personnes se sont massées le long du boulevard René-Lévesque à Montréal pour assister à une fête haute en couleurs célébrant l'ouverture à la différence. Fiers de ce nouveau succès, les organisateurs de l'événement entendent poursuivre son expansion, si les gouvernements veulent bien lui prêter vie.

Les organisateurs avouaient hier, avant le défilé, être inquiets de voir si le public serait au rendez-vous, à cause du premier changement d'itinéraire en huit ans, dicté pour des raisons de sécurité et qui transportait tout le monde du plateau Mont-Royal et de la rue Saint-Denis au beaucoup moins hospitalier boulevard René-Lévesque, entre la rue Guy à l'ouest et la rue Amherst à l'est. «On avait tort de s'inquiéter», constatait quelques heures plus tard la directrice du marketing de Divers-Cité, Louise Roy. *Les gens nous ont montré qu'ils avaient plus l'esprit à la fête qu'on ne le pensait.* Plus large, le nouveau parcours qui reliait



Une foule record de 600 000 personnes a assisté hier au défilé de la Fierté gaie

l'ancien quartier gai des années 1960 et 1970 au désormais célèbre village gai dans le quartier centre-est semble même avoir aidé à établir ce nouveau record d'assistance, qui représentait une augmentation de 100 000 personnes par rapport à l'an dernier.

Il fallait voir cette longue file de monde courir de chaque côté du large boulevard, grossir et se tasser de plus en plus au fur et à mesure que l'on avançait vers l'est. On y retrouvait toutes sortes de gens venus au défilé comme on va au Festival de jazz, au concours de feux d'artifices ou au défilé du Carnaval de Québec. Une foule dans laquelle s'affichaient de façon inhabituellement ouverte plus de gais et de lesbiennes que le commun des hétérosexuels aurait pu imaginer qu'il en existe. Une minorité qui, pour une journée, n'apparaissait pas si minoritaire que cela.

Se voir dans la rue

Sous le son strident des sifflets, le défilé était ouvert cette année par les lesbiennes. «C'était rendu leur tour», note Louise Roy, *les gars occupent le devant de la scène depuis bien longtemps.* Elles seront suivies, souvent de manière beaucoup trop espacée, par l'habituel parade des personnalités politiques, quelques gros chars allégoriques commandités par de grandes compagnies, mais surtout par le cortège d'une multitude de groupes et d'associations de la communauté gaie de Montréal.

Comme chaque année, les spectateurs ont pu admirer la science de l'habillement et de la parure de certains gais. «C'est pas toute des gars ça?», demande interloqué un homme à son voisin au passage d'un groupe de travestis. Comme chaque année, on ne se prive pas du plaisir de se rincer un peu l'œil avec toutes ces formes masculines et féminines vêtues avec économie. Ne pouvant plus y tenir, un vieux monoclé rigolard se précipite même au milieu de la rue pour se faire photographier à côté d'une spectaculaire poitrine dénudée. Diversité oblige, une jeune femme va faire à son tour quelques mètres plus loin la belle à l'ombre des monuments de silicone. Com-

VOIR PAGE A 8: FIERTÉ

PERSPECTIVES

Des Francos enfin folles

Nouveau programmeur des scènes extérieures, nouveau commanditaire principal, changement de garde dans l'organisation, la donne des 12^e FrancoFolies de Montréal était passablement renouvelée: on en a constaté les bienfaits neuf jours durant. Joli bilan.

Disons-le sans ambages: bravo les 12^e FrancoFolies. Aussi chouettes à vivre au dehors qu'en dedans. En salle: brassages majeurs avec les Rita Mitsouko, Rachid Taha, Katerine, Faudel, pendant toute la série Hip Rap Rock et surtout avec M; émotions fortes aux galas d'ouverture et de clôture, à la toute dernière de Bigras-Jalbert, à la première montréalaise de Nicola Ciccone; à peine deux ou trois ratages, nommément Lavilliers et fiston David Hallyday. Sur les scènes extérieures: du bon temps, de la bonne musique et des grains de folie à goûter presque partout, des Vieux Routiers aux Femmouzes T., des Cowboys Fringants aux Marmottes Apaties, de Guérilla à Daniel Boucher, des Vulgaires Machins à Sergent Garcia. Et de nouveau en compagnie de... M. Oui, le même Mathieu Chédid, brillant diabolin de la chanson française, reconduit sous les étoiles au lendemain de son triomphe au Spectrum: louable initiative de l'organisation. M comme dans merci à Laurent Saulnier, le nouveau programmeur du défilé en plein air. Et respects à David Jobin, celui qu'il remplace et qui était encore là. Année lune de miel, croyions-nous? En toute justice, ne fallait-il pas laisser le temps à la nouvelle garde



Sylvain Cormier

des FrancoFolies d'apprendre le métier, dur métier s'il en est, de programmeur de festival? Saulnier n'a pas attendu son heure: il a saisi le moment et agi, mettant à profit ses douze ans de critique rock à l'hebdo *Voir*. Cette programmation extérieure lui ressemblait, dynamique et variée, rajeunie et revigorée. Avouons que Jobin avait travaillé fort à préparer la table: le site, bien divisé depuis quelques années en «mondes» musicaux pas nécessairement compatibles, était prêt à recevoir l'injection proverbiale de sang neuf.

Et sang neuf il y eut. Par giclées. Profitant d'une récolte faste — de Daniel Boucher à Nicola Ciccone à Jorane à Urbain Desbois, les premiers disques à succès critique ou populaire ont rarement été aussi nombreux que cette dernière année —, les FrancoFolies ont su montrer à peu près tous ceux et celles qui méritaient de l'être. En tout cas, tous les courants électrisants étaient représentés, de la techno cool des Jardiniers au ska joyeux de Yelo Molo. Bon point pour l'audace: l'idée des «Nuits DJ» dans l'hallucinant Shag du Complexe Desjardins était tout à fait heureuse, même si le lieu a vite débordé, trop exigu. Bon point aussi pour l'équilibre, de plus en plus honorable: aux poids lourds de la programmation intérieure signée Guy Latraverse (de Patricia Kaas à Lynda Lemay au Salut Gerry! télégraphié en clôture), la proposition Saulnier des Ejectés, Saïan Supa Crew et autres Dionysos faisait passablement contrepoids à l'extérieur.

On constatait en fait un affranchissement: les FrancoFolies de Montréal, à leur douzième année,

VOIR PAGE A 8: FRANCOFOLIES

Gore contre-attaque

Le chef démocrate dévoilera demain le nom de son colistier

D'APRÈS AFP ET REUTERS

Le candidat démocrate à la Maison-Blanche Al Gore va lancer cette semaine sa contre-offensive pour tenter de combler son retard dans les sondages sur son rival républicain George W. Bush et le premier signal sera donné par la désignation de son colistier demain.

Selon le dernier sondage de l'hebdomadaire *Newsweek*, le vice-président des États-Unis ne recueille pour l'instant que 38 % des intentions de vote, contre 49 % à son rival républicain George W. Bush. Une enquête de CNN/*USA Today* hier donne m

ême 54 % d'intentions de vote à George W. Bush contre 40 % à Al Gore. Ces sondages ont des marges d'erreur de quatre points. Il ne lui reste que peu de temps pour combler ce retard, alors que le candidat

VOIR PAGE A 8: GORE



John Kerry Joseph Lieberman John Edwards

Autres informations en page B 8

LES ACTUALITÉS

55^e anniversaire de la destruction d'Hiroshima

L'écho de *Little Boy*

AFP ET REUTERS

Plusieurs milliers de personnes, dont le premier ministre japonais Yoshiro Mori, ont marqué hier à Hiroshima le 55^e anniversaire de la destruction de la ville par la bombe atomique américaine, le 6 août 1945.

Au cours de la cérémonie, le maire d'Hiroshima a regretté que le XX^e siècle se termine sans que l'appel lancé chaque année par sa ville «pour un monde sans armes nucléaires» n'ait été entendu.

La commémoration a débuté par une minute de silence, à 8H15, à l'heure exacte où la bombe *Little Boy* a été lâchée par le bombardier *Enola Gay* sur la ville industrielle située au sud-est du Japon. 140 000 personnes ont été tuées directement et la municipalité évaluée, à ce jour, à 217 137 le nombre total de décès liés à la bombe.

Trois jours après, le 9 août, une seconde bombe était lancée sur Nagasaki, mettant ainsi fin à la Seconde Guerre mondiale. «Malheureusement, notre espoir de voir un monde sans arme nucléaire avant la fin de ce siècle n'a pas été exaucé», a regretté Tadatoshi Akiba le maire d'Hiroshima.

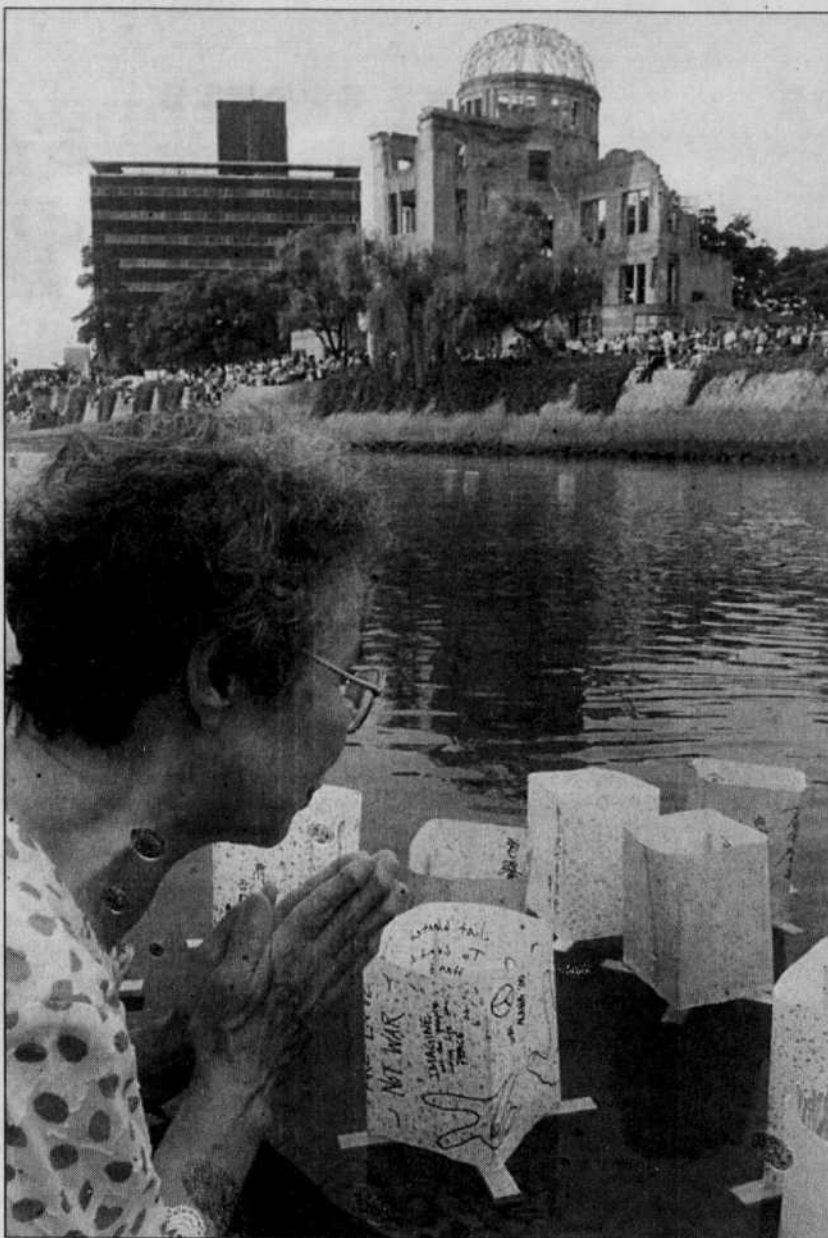
L'ambassadeur russe à Tokyo, Alexander Panov, le premier ambassadeur d'une des cinq grandes puissances nucléaires à assister à la principale cérémonie de commémoration, a indiqué que son pays était disposé à favoriser un éventuel désarmement nucléaire.

«Mais cela ne peut être mené par la Russie toute seule», a déclaré M. Panov au cours d'une conférence de presse. «L'abolition des armes nucléaires est plus difficile à mener que leur production», a-t-il ajouté.

Le premier ministre nippon a précisé que le Japon, qui ne peut développer d'armement nucléaire, fondait de grands espoirs sur l'accord survenu en mai au sein des Nations unies pour réviser le Traité de non-prolifération nucléaire datant de 1968.

«Notre gouvernement va continuer à user de toute son influence pour pousser la communauté internationale à construire un monde sans arme nucléaire à court terme», a déclaré M. Mori.

Après son allocution, un homme âgé d'une vingtaine d'années a été arrêté après s'être précipité sur le véhicule du premier ministre. L'homme n'était pas



Asako Naruse, 83 ans, prie après avoir déposé une lanterne de papier sur la rivière Motoyasu à Hiroshima.

armé, a précisé la police.

L'anniversaire a été l'occasion pour les autorités d'Hiroshima et les associations de victimes d'exprimer leur préoccupation envers le désintérêt grandissant lié au drame du 6 août 1945.

Le quotidien *Mainichi Shimbun* a ainsi fait remarquer que la ville d'Hiroshima avait demandé aux dirigeants de 189 pays d'envoyer un message de paix pour la cérémonie. Seulement trente d'entre eux ont répondu, a précisé le journal.

L'éducation à deux vitesses?

FRANÇOIS NORMAND
LE DEVOIR

Afin d'éliminer la «discrimination» à l'égard de certains enfants à l'école, un gouvernement libéral réinvestirait massivement en éducation pour éviter que les commissions scolaires, à qui Québec a imposé d'importantes compressions budgétaires depuis quelques années, ne se déchargent d'une partie de leur facture aux dépens des parents, facture que certains n'ont pas les moyens d'acquiescer.

«Si on ne fait pas ça, on se dirige carrément vers un réseau d'éducation à deux vitesses. Ce n'est même plus une question de système privé ou public, ça va être une question de ceux qui ont les moyens de payer, que ce soit au privé ou au public. Et les enfants dont les parents n'ont pas les moyens de payer seront laissés de côté», a prédit hier Claude Béchard, député libéral de Kamouraska-Témiscouata, porte-parole de l'opposition officielle en matière d'éducation, dans une entrevue accordée au *Devoir*.

Selon M. Béchard, l'ensemble des parents québécois doivent déboursier environ 120 millions de dollars par année, de l'inscription à l'achat de manuels scolaires en passant par l'acquisition d'une calculatrice. Bien que le ministre de l'Éducation François Legault se soit engagé à investir huit millions par année pour soulager le portefeuille des parents, M. Béchard estime que c'est nettement insuffisant, d'autant plus que ce chiffre de 120 millions ne tient pas compte des frais de surveillance et de transport à midi.

Le député libéral affirme d'ailleurs que la facturation de ces frais, qui avoisinent les 100 \$ par année et qui, dans certains cas, peuvent atteindre jusqu'à 350 \$, entraîne une discrimination inacceptable à l'endroit de certains enfants. «Ce qu'on a observé ces dernières années, c'est que lorsque ces frais-là ne sont pas payés par les parents, soit parce qu'ils n'ont pas les moyens ou parce qu'ils décident de ne pas les payer, il en résulte qu'on met des enfants dans des classes à part à midi. On leur dit: vous n'avez pas les mêmes droits que les autres étant donné que vos parents n'ont pas payé. Donc, il y a une certaine discrimination à l'égard de ces enfants-là», dénonce M. Béchard.

Concrètement, le député de Kamouraska-Témiscouata explique que des enfants

doivent manger, à midi, dans un local à l'écart des autres élèves. «Les enfants dont les parents ont acquiescé ces frais sont ensemble, c'est-à-dire qu'ils mangent et sont surveillés ensemble, alors que les autres sont à part dans une classe, où il y a un surveillant à mi-temps qui passe de temps en temps, avec plus ou moins de surveillance.» Selon lui, il y a même un cas où une commission scolaire a décidé de poursuivre des parents qui n'avaient pas payé les frais de surveillance et de transport.

Aux yeux du député libéral, le gouvernement de Lucien Bouchard est en partie responsable de cette situation. L'augmentation des frais exigés des parents d'élèves du niveau primaire et secondaire sur une année, dit-il, «c'est directement l'effet des compressions en éducation, que les commissions scolaires ont tenté d'absorber en transférant une partie de la facture aux parents là où elles le pouvaient. Cela fait en sorte que les parents doivent payer plus au cours d'une année qu'ils ne devaient le faire auparavant».

M. Béchard souligne qu'il est grand temps de changer ce système, en assurant que si les libéraux étaient au pouvoir, ils feraient cette réforme. «On ferait un bon ménage là-dedans. Car lorsqu'on parle d'une école publique gratuite au Québec, je pense qu'il n'y a pas un enfant qui doit être mis de côté ou qui doit subir une discrimination parce que ses parents n'ont pas les moyens de payer des frais qui doivent être gratuits. Si on est pas capable en tant que société d'assumer une partie de ces frais-là et de réduire significativement la partie des frais aux parents, [...] je pense qu'on est loin de parler de développement de notre réseau d'éducation.»

Le député de Kamouraska-Témiscouata trouve d'ailleurs assez paradoxal que beaucoup de personnes au Québec critiquent le système d'éducation aux États-Unis, alors que notre système s'en rapproche de plus en plus, selon lui. «On a beau dire qu'aux États-Unis ou ailleurs dans le monde, il y a des systèmes privés où seuls les riches peuvent aller à l'école, on va développer le même réseau ici, s'il n'y a pas d'intervention rapide. Il faut qu'il ait un bon examen, un ménage, et dire: voici ce qu'un gouvernement juge acceptable ou juge qu'on ne doit pas payer, et voici ce qui va se faire à l'avenir. Et si l'école publique n'est plus gratuite au Québec, qu'on le dise», laisse tomber M. Béchard.

Pour en finir avec le tabagisme

LOUISE DALY
AGENCE FRANCE-PRESSE

Chicago — L'industrie du tabac va de nouveau se retrouver sur la sellette cette semaine avec l'ouverture à Chicago de la 11^e Conférence mondiale sur le tabac et la santé dont l'objectif déclaré est de lancer une croisade contre la cigarette, assimilée à un fléau sanitaire.

Déjà mis à mal par les procès intentés contre eux aux États-Unis, les industriels du tabac vont être soumis à un intense pilonnage d'accusations venant de représentants du secteur de la santé venus du monde entier.

La précédente conférence de ce genre avait eu lieu à Pékin, en Chine, en 1997. «Nous devons accorder au tabac le même niveau d'attention que celui donné à la polio dans les années 50 et 60. La polio est maintenant une maladie éradiquée», a affirmé le D^r Thomas Houston, qui co-présidera la conférence.

«Fumer est une maladie chronique et récurrente. Cela crée une dépendance physique comme la cocaïne qui peut être soignée», assène-t-il, sans égard pour les arguments selon lesquels fumer est une question de liberté individuelle.

«Les adultes ne choisissent pas de fumer. Les adolescents de quatorze ans si. La plupart des fumeurs d'âge adulte veulent arrêter», affirme-t-il.

La conférence a reçu le soutien de l'Association médicale américaine (AMA) et de la Société américaine de lutte contre le cancer. Elle va rassembler plus de 4000 docteurs, spécialistes et responsables de la santé publiques de 120 pays.

Ils vont souligner le coût social du tabac avec plus de quatre millions de décès annuels, avec au premier rang le cancer du poumon et les maladies cardiaques.

Le nombre de décès devrait grimper à 10 millions par an d'ici

2030 si les cas de maladie continuent d'augmenter au rythme actuel, avec un transfert des pays industrialisés vers ceux en voie de développement, estime le docteur Houston. En 2030, 70 % des malades liés au tabac touchent les pays en voie de développement, dont les systèmes de santé sont les moins aptes à les affronter.

«Leurs systèmes seront économiquement dévastés», affirme le D^r Houston, directeur de l'AMA pour le département science et santé publique. «La capacité à organiser des campagnes anti-tabac est bien moindre au Bangladesh et au Kenya qu'aux États-Unis où certains États ont monté des campagnes d'éducation très efficaces», ajoute-t-il.

«Il n'y a pas une seule solution miracle», renchérit le D^r Gregory Connolly, responsable du programme de contrôle pour le tabac auprès du département de la Santé du Massachusetts.

Cet État américain a vu les ventes de cigarettes réduites d'un tiers depuis la fin 1993 et affiche l'un des plus faibles taux de fumeurs aux États-Unis avec l'Utah. Moins de 25 % des adultes de ces deux États reconnaissent fumer quotidiennement.

Le Massachusetts a plus que triplé les taxes sur les ventes de cigarettes et le prix moyen d'un paquet de 20 est passé de 1,85 \$ en 1993 à 4,25 \$ en 2000. Une assistance a été offerte gratuitement aux fumeurs ainsi que des thérapies de substitution de la nicotine à ceux souhaitant arrêter. Une campagne de publicité très négative sur les conséquences du tabagisme a également été menée. «Cela prouve qu'un programme bien soutenu financièrement peut avoir des résultats excellents», affirme Gregory Connolly.

Gro Harlem Brundtland, la directrice générale de l'Organisation mondiale de la santé, devait en ouvrir les travaux hier, ceux-ci s'achevant le 11 août.

Les incendies continuent de ravager l'ouest des États-Unis

Bill Clinton se rendra demain en Idaho afin de constater les dégâts

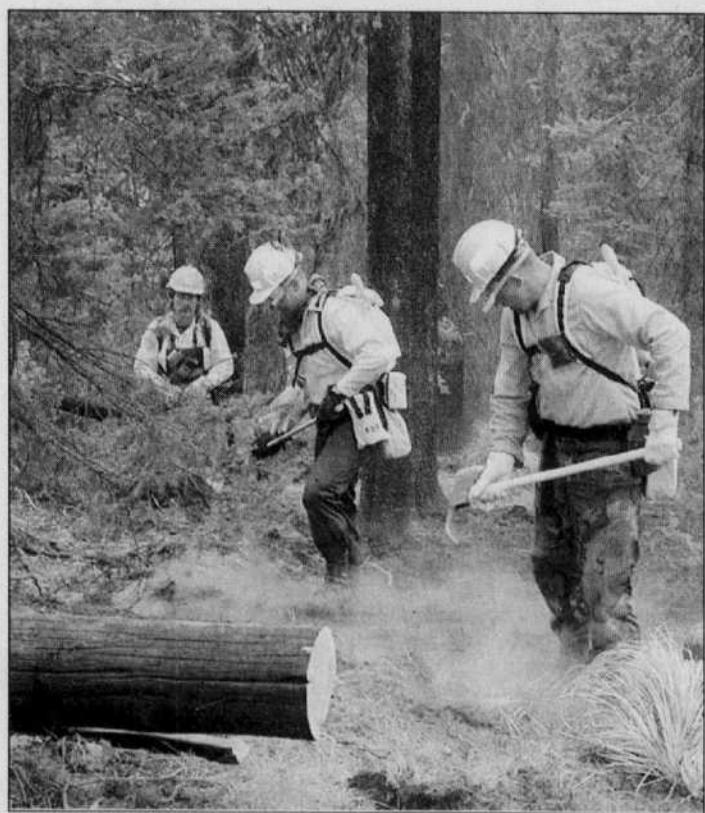
BECKY BOHRER
ASSOCIATED PRESS

Hamilton, Montana — Pas de répit dans les incendies qui ravagent depuis plus d'une semaine l'ouest des États-Unis: si sept foyers supplémentaires avaient été contrôlés hier, neuf autres sont apparus. Le président Clinton est attendu demain dans l'Idaho, où il devrait constater les dégâts et s'entretenir avec certains des combattants du feu.

Hier matin, heure locale, le décompte était de 64 foyers majeurs dans 11 États de l'Ouest américain, couvrant 383 000 hectares. Mais le point le plus chaud était la région des Rocheuses du nord, qui se trouve principalement dans l'État du Montana. Samedi, on y comptait 16 foyers principaux et, au total, près de 55 000 hectares avaient été traversés par les flammes. C'est moins qu'en Idaho (neuf foyers, mais plus de 136 000 hectares détruits), mais «c'est là qu'il y a le plus de nouveaux départs et de mauvais temps», expliquait Lynn Pisano-Pedigo, porte-parole de Centre national de lutte contre les incendies (NIFC), installé à Boise, dans l'Idaho.

«Le système météorologique n'a pas changé de façon importante ces dernières semaines», a ajouté la porte-parole. «Nous avons des orages d'été. Malheureusement, il y a peu d'humidité. Nous avons beaucoup d'orages secs.»

Dans le sud-ouest de l'État, plus de 300 habitations ont dû être évacuées ces derniers jours dans la Bitterroot Valley, où près de 22 000 hectares sont partis en fumée. Et les responsables de la région ont



Environ 1500 Marines et soldats de l'armée de terre américaine sont sur place pour aider les pompiers.

fait savoir samedi qu'il serait peut-être nécessaire d'opérer 300 évacuations supplémentaires.

A Hamilton, principale ville de la région, la population s'est vu conseiller de ne pas sortir en raison de l'importante fumée provoquée par les incendies. A Helena aussi, capitale de l'État, le siège du parlement de l'État est obscurci par les fumées.

Mais la population reste calme. A Hamilton, une habitante, Vicky Lawson, faisait tranquillement sa lessive samedi dans une laverie automatique: «Je me cale sur le comportement des gens autour de moi. Et à l'évidence, je ne constate pas d'affolement.» A l'entree de la ville, un panneau indique, écrit au milieu d'un cœur: «Merci aux pompiers.» Tout près,

un autre panneau indique à la population où trouver des abris au cas où les incendies viendraient à menacer la ville.

Environ 1500 Marines et soldats de l'armée de terre américaine sont sur place pour aider les pompiers, dont certains viennent d'États aussi éloignés que le Delaware, sur la côte atlantique. Des pompiers canadiens sont également venus en renfort et les autorités locales en attendent davantage à partir d'aujourd'hui.

Samedi soir, la Maison-Blanche a annoncé que Bill Clinton se rendra mardi dans la région «pour faire savoir aux combattants du feu combien le pays apprécie ce qu'ils font», selon un porte-parole présidentiel, qui n'a toutefois pas précisé si le président annoncerait de nouvelles aides fédérales.

Dans les autres États, la situation n'était guère meilleure. Le Wyoming a reçu vendredi après-midi un peu de pluie, provoquée par des orages qui sont passés rapidement; mais, selon la porte-parole des services forestiers Mary Tyler, «il n'y a pas eu assez de pluie pour réellement aider les pompiers». Un incendie, à environ 25 km à l'est de la ville de Jackson, menaçait plusieurs habitations, mais les demandes d'aide en pompiers et moyens aériens ont été refusées en raison d'autres priorités. Deux cents personnes ont dû être évacuées.

En Californie en revanche, un incendie qui a parcouru près de 30 000 hectares près du parc national des Sequoias était samedi contenu à 80 %, ce qui a permis de libérer des pompiers et du matériel pour combattre d'autres foyers.

Cahier SPÉCIAL

Le Devoir

Tombée publicitaire 18 août 2000 • Parution 26 août 2000

R e n t r é e
CULTURELLE

LE DEVOIR

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

Ça passe ou ça casse

Les négociations reprennent aujourd'hui entre Air Canada et ses pilotes

DAVID PADDON
PRESSE CANADIENNE

Toronto — Les négociations reprennent aujourd'hui entre Air Canada et ses pilotes, qui ont menacé de clouer au sol les avions du plus important transporteur aérien au pays en débrayant s'ils n'obtiennent pas gain de cause sur leurs principales revendications. Les enjeux sont énormes.

Une grève compromettrait les déplacements de centaines de milliers de voyageurs, ferait perdre des millions de dollars à la société aérienne et inciterait vraisemblablement le gouvernement fédéral à imposer une loi de retour au travail.

Une grève de deux semaines des pilotes d'Air Canada en septembre 1998 avait coûté environ 133 millions au transporteur.

Par contre, un règlement qui serait financièrement trop favorable aux pilotes pourrait rendre le transporteur plus coûteux pour les voyageurs, et ainsi moins concurrentiel.

Air Canada et sa filiale Canadien International représentent 80 % du marché des vols intérieurs, mais des concurrents de petite taille comme WestJet, CanJet, et d'autres s'implantent ou prennent de l'expansion — avec l'encouragement d'Ottawa — en vue de faire concurrence au quasi-monopole. Ces petits transporteurs peuvent fonctionner avec une main-d'œuvre non syndiquée, note Barry Prentice, expert en transport à l'Université du Manitoba.

Pour le moment, les voyageurs n'ont rien à craindre. Air Canada poursuivra ses activités comme à l'habitude pendant le déroulement des pourparlers. Et s'il devait y avoir impasse, la loi fédérale exige un avis de 72 heures avant le début d'une grève ou d'un lock-out.

Air Canada et le syndicat des pilotes ont convenu de pour-



JIM YOUNG REUTERS

Les pilotes sont sans convention collective depuis avril et les deux parties sont en position de déclencher une grève ou un lock-out depuis la mi-juin.

suivre les négociations à Montréal en présence du médiateur Bruce Outhouse, un avocat de Halifax spécialisé dans les relations de travail, nommé par la ministre fédérale du Travail, Claudette Bradshaw.

La rupture des négociations est survenue le mois dernier, quand les pilotes ont rejeté ce qu'Air Canada présentait comme l'offre la plus généreuse de son histoire.

Les pilotes sont sans convention collective depuis avril, et les

deux parties sont en position de déclencher une grève ou un lock-out depuis la mi-juin.

Le grand patron d'Air Canada, Robert Milton, a affirmé qu'Air Canada est favorable à la médiation, mais le transporteur avait aussi proposé l'arbitrage obligatoire — une option qu'ont rejetée les pilotes.

Cette proposition patronale, et son rejet par les pilotes, laissent croire que les plus gros obstacles aux négociations ne sont pas d'ordre financier, affir-

me M. Prentice.

«Le thème de la fusion de Canadien International et d'Air Canada va au-delà des trajets et des avions. Cela concerne aussi le personnel, a-t-il déclaré. Cela a trait à des choses comme l'ancienneté et la façon dont cela pourrait affecter les pilotes.»

La porte-parole d'Air Canada, Laura Cooke, a admis que l'ancienneté constitue «un problème difficile pour nous, pas seulement avec le syndicat des pilotes mais avec tous les syndicats».

Lloyd Axworthy songe à quitter la politique

JIM BROWN
PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Il y a un an, Jean Chrétien se disait sûr de deux choses: il briguerait un troisième mandat, et il aurait le soutien d'un cabinet solide.

Aujourd'hui, le premier ministre est aussi déterminé à se représenter, mais on ne peut pas dire la même chose des poids lourds de son cabinet.

Le ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, a reconnu qu'il soupèse actuellement une proposition «extrêmement attrayante» qui l'amènerait à échanger la politique pour une carrière universitaire.

Une représentante de l'Université de Colombie-Britannique a confirmé que des pourparlers «préliminaires» ont eu lieu avec M. Axworthy.

Le ministre des Finances, Paul Martin, lui, se demande s'il ferait bien de demeurer encore quatre ans en politique dans l'espoir de tenter sa chance à la direction du parti, une place qui pourrait ne jamais se libérer.

Selon ce que les deux hommes décideront, M. Chrétien pourrait devoir effectuer un remaniement majeur de son cabinet avant la rentrée parlementaire, en septembre.

Déjà, il envisageait certains déplacements.

Un de ses objectifs est d'éloigner la ministre du Développement des ressources humaines, Jane Stewart, du scandale des subventions mal gérées accordées par son ministère.

Un autre objectif est de placer la ministre de la Justice, Anne McLellan, un des rares poids lourds libéraux dans l'Ouest, à la tête d'un ministère qui augmente ses chances d'être réélue.

Si, à ceux-là, s'ajoutaient M. Axworthy ou M. Martin, l'exercice deviendrait beaucoup plus complexe.

M. Martin, qui aura 62 ans ce mois-ci, constitue un problème plus délicat pour M. Chrétien. Les relations entre les deux hommes sont tendues depuis le congrès libéral de mars dernier, quand les partisans de M. Martin se sont ouvertement interrogés sur le projet de M. Chrétien de chercher à diriger un troisième gouvernement majoritaire.

Les fidèles de M. Chrétien ont eu facilement raison de l'initiative mais celle-ci a laissé des cicatrices. L'équipe de M. Chrétien a encore moins apprécié que les stratèges de M. Martin fassent savoir, le mois dernier, que leur homme, malgré ses multiples dénégations publiques, songeait en fait à partir avant le prochain scrutin.

Dans le camp Chrétien, on s'est mis à craindre une autre insurrection inspirée par M. Martin au caucus d'été des députés libéraux à Winnipeg, à la fin du mois d'août. Certains ont suggéré, en présence que M. Axworthy s'en ira, d'offrir les Affaires étrangères à M. Martin, pour lui forcer la main. Le père de M. Martin a dirigé ce ministère dans les années 1960.

Si Paul Martin accepte les Affaires étrangères, croit-on, il confirmerait une fois pour toutes qu'il reste membre de l'équipe Chrétien pour les prochaines élections, probablement au printemps. S'il perçoit cette offre comme une rétrogradation et s'en va, on saura au moins à quoi s'en tenir.

Un affrontement Chrétien-Martin attiserait les tensions à l'intérieur du parti, à un moment inopportun pour son avenir électoral.

M. Chrétien pourrait prendre une décision sur un possible remaniement juste avant le caucus de Winnipeg, ou le reporter en septembre, juste avant la rentrée en Chambre. Au sein du parti, on croit que l'ampleur du remaniement dépendra de l'effet de domino des décisions de M. Axworthy et Martin.

Le cargo GTS Katie va être remorqué

AGENCE FRANCE-PRESSE

Ottawa — Un cargo transportant du matériel militaire canadien, arraisonné jeudi par les autorités de ce pays pour un différend commercial, va être remorqué par deux barges pour être acheminé à bon port, a indiqué hier un capitaine de la Marine qui assure le commandement du navire.

Le GTS Katie a été arraisonné dans les eaux internationales jeudi parce qu'il refusait de mener sa cargaison à bon port au Québec, affirmant qu'il n'était pas payé par son commanditaire, une société canadienne.

Le Katie transporte pour quelque 200 millions de dollars canadiens de matériel militaire appartenant au gouvernement canadien.

Le bâtiment est pour l'instant ancré à l'embouchure du Saint-Laurent et n'a pas assez de fioul pour remonter le fleuve, a indiqué le capitaine Drew Robertson dans une interview par téléphone à la chaîne CBC donné depuis le bateau.

Il a aussi indiqué que le capitaine du bateau, le russe Vitaly Khlebnikov, ne se montrait pas coopératif. Les 23 membres d'équipage, viennent de Russie, d'Ukraine et de Croatie et réclament 300 000 dollars d'arriérés de salaire.

«Le capitaine est devenu de moins en moins coopératif. Il a tenté de nous interdire l'accès du bateau et s'oppose à la mise en place de sentinelles», a ajouté Drew Robertson.

Deux barges vont remorquer le bâtiment «sans doute lundi [aujourd'hui]», a encore indiqué le capitaine canadien sans préciser à quel port. Les autorités avaient indiqué samedi que le bateau devait décharger sa cargaison à Bécancour, entre Québec et Montréal.

Impopulaire «plan B»

Une écrasante majorité de Canadiens rejetait, dès 1997, la ligne dure envers les souverainistes

PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Quatre mois après leur réélection à Ottawa, en 1997, les libéraux de Jean Chrétien apprennent dans un sondage interne que la ligne dure envers les souverainistes québécois ne recevait l'appui que de 16 % des Canadiens.

Le sondage Environics, mené en octobre 1997, avait pour but de sonder l'opinion publique sur l'unité canadienne et sur le sort que l'on devait réserver aux souverainistes québécois. Les résultats, obtenus par le Ottawa Citizen, n'ont été rendus disponibles que la semaine dernière, très discrètement — et deux mois après l'adoption aux Communes de la loi sur la «clarté référendaire». Habituellement, le gouvernement rend publics ses sondages internes quelques mois après leur étude au cabinet.

La consultation avait été menée pour le compte du très secret Bureau d'information du Canada, organisme fédéral sous la responsabilité du ministre Alfonso Gagliano, lieutenant québécois du Parti libéral du Canada.

Le sondage révélait aussi que pour une majorité de Canadiens, le débat sur l'unité nationale en 1997 était mené par des politiciens qui ne se préoccupaient pas de l'opinion publique. Comme pour donner raison aux répondants, le gouvernement Chrétien a fait adopter en juin dernier, aux Communes, sa loi sur la «clarté référendaire», après un renvoi en Cour suprême en 1998 — la stratégie de la «ligne dure», appelée «plan B».

Pour le chef du Bloc québécois, Gilles Ducespe, ça démontre que les libéraux sont coupés non seulement des Québécois — «ça on le savait déjà» — mais aussi des Canadiens.

«Il y a une différence entre les témoins politiques et la population, a indiqué hier M. Ducespe, qui participait à Montréal au défilé de la Fierté gaie et lesbienne. J'ai fait de nombreuses tournées au Canada et c'était très cordial avec les Canadiens ordinaires [...] qui disent que ce n'est pas par les menaces qu'on va régler la question. Ils sont plus ouverts que leurs dirigeants — surtout les [dirigeants] libéraux.»

Selon le sondage, 46 % des répondants favorisaient en 1997,

deux ans après la courte victoire du Non au référendum québécois, le recours au «plan A» — mettre de l'avant «la modernisation du Canada, les avantages d'un Canada uni et un nouveau partage des pouvoirs entre Ottawa et les provinces».

Cette approche obtenait le plus d'appuis en Alberta, en Saskatchewan et en Ontario, avec entre 52 et 59 % de répondants favorables.

La ligne dure ne recueillait que 16 % d'appuis à l'échelle nationale. Seulement 15 % des répondants appuyaient une troisième approche: «discuter de ce à quoi pourrait ressembler le Canada après le départ d'une province, notamment en ce qui concerne les systèmes de gouverne-

ment et de représentation».

Au Québec, les appuis étaient partagés: 35 % favorisaient le plan A, et 23 % chacune des deux autres stratégies.

Au moment où le sondage a été mené, les gouvernements provinciaux — sauf le Québec — proposaient de tenir des consultations publiques pour dénouer l'impasse constitutionnelle. Le sondage révèle que la moitié des répondants hors Québec ne pensaient pas y participer.

Le sondage Environics avait été réalisé en octobre 1997 à partir de 2008 entretiens téléphoniques; la marge d'erreur est de 2,2 points de pourcentage, 19 fois sur 20.

loto-québec		résultats	
6/49	Tirage du 2000-08-05	GAGNANTS	LOTS
11 33 37 40 45 46		6/6	0
Numéro complémentaire: 17		5/6+	2
		5/6	208
		4/6	13 108
		3/6	258 397
		Ventes totales: 17 168 729 \$	
		Prochain gros lot (approx.): 10 000 000 \$	
Québec 49	Tirage du 2000-08-05	GAGNANTS	LOTS
01 11 13 16 20 37		6/6	0
Numéro complémentaire: 39		5/6+	0
		5/6	20
		4/6	1 080
		3/6	21 543
		Ventes totales: 602 094,50 \$	
Extra	Tirage du 2000-08-05	SUPER 7	Tirage du 2000-08-04
NUMÉROS	LOTS	01 14 15 22 26 34 41	
411404	100 000 \$	Numéro complémentaire: 32	
11404	1 000 \$	GAGNANTS	LOTS
1404	250 \$	7/7	0
404	50 \$	6/7+	2
04	10 \$	6/7	49
4	2 \$	5/7	2 961
		4/7	64 206
		3/7	58 317
		3/7	539 558
		Ventes totales: 7 952 588 \$	
		Prochain gros lot: 5 000 000 \$	
Extra	Tirage du 2000-08-04	Les modalités d'encasement des billets gagnants paraissent au verso des billets.	
NUMÉROS	LOTS	En cas de dispartie entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.	
258874	100 000 \$		
58874	1 000 \$		
8874	250 \$		
874	50 \$		
74	10 \$		
4	2 \$		

Atlas du monde contemporain
Le Québec, le Canada et le monde

François CARRIER

128 pages - 39,95 \$

LIDEC inc. (514) 843-5991

En vente dans toutes les librairies

Bijouterie Gambard
Vente et service technique

ROLEX

Submariner en acier et or 18 carats

650-A RUE CATHCART, MONTRÉAL, CENTRE VILLE • TÉL.: 866-3876

• LES ACTUALITÉS •

Jour 2 du Grand Tour 2000

Attention, têtes grisonnantes devant!

Certains vous chanteront que «c'est une question de feeling.» Ils ont tout faux. En fait, le Grand Tour, c'est tout simplement une question d'âge... mûr.

FRANÇOIS CARDINAL
LE DEVOIR

Maniwaki — En faisant le Grand Tour, la première constatation du néophyte concerne l'âge des participants. Un âge, diront certains, vénérable. Parmi les participants, huit cyclistes sur dix ont plus de 35 ans et près de 60 % ont plus de 45 ans. On est loin de la petite école et de la garde-à 5 \$.

À la lumière des distances parcourues quotidiennement, soit une centaine de kilomètres, ce constat prend toute sa pertinence (cela est d'autant plus vrai qu'hier, même les plus vieux ont réussi à franchir avec le sourire les 133 kilomètres qui séparent Hull de Maniwaki et souvent même plus rapidement que leurs cadets). Imaginez-vous, huit jours de vélo entre Quyon et Saint-Lambert, en passant par Mont-Laurier et Saint-Jovite. Une aventure de 650 km sur deux roues... et la moyenne d'âge dépasse facilement 45 ans.

Un peu plus et les têtes grisonnantes étaient plus nombreuses au Grand Tour que les crevaisons à répétition! Et ils tiennent le coup, même dans les montées les plus escarpées!

Provenant de la plume d'un journaliste encore loin du vénérable âge de la majorité de ses co-

cyclistes, ce dernier commentaire peut sembler quelque peu irrévérencieux, mais il n'en est rien.

Il y a 20 ou 30 ans, les plus âgés d'entre nous n'avaient pas la forme physique des «nouveaux vieux» de notre époque. Les gens sont de plus en plus en forme de plus en plus vieux. Et le Grand Tour en fait foi.

«La génération des 35-55 ans est celle qui a connu le développement des infrastructures sportives, fait remarquer Joëlle Sévigny, directrice générale des Voyages du Tour de l'île. Ces gens ont toujours été actifs et le sont demeurés en vieillissant. Aujourd'hui, les gens de cette génération bougent davantage que les jeunes!» La sédentarisation, l'obésité et une chute importante de la pratique du sport caractérisent la génération des adolescents.

Hormis quelques rares exceptions donc, pas de jeunes au Grand Tour. Les 34 ans et moins forment à peine 10 % du peloton, tandis que les 35-55 ans constituent plus de 70 % de celui-ci.

«Que veux-tu qu'un jeune vienne faire ici?», lance Denis Pelletier un cycliste de 50 ans. Il n'y a pas de compétition, pas de descente de fou en slalom. Le Grand Tour, ce n'est pas un sport extrême! En d'autres termes, l'expérience du «right here, right now» tant recherchée par la jeune génération n'est pas ici au rendez-vous.

A contrario même. Ici c'est plutôt l'extase, la relaxation.

La popularité de cet événement qui a fait beaucoup de bébés au cours des ans — les uns plus courus que les autres — peut s'expliquer partiellement par l'angle socio-démographique. Mais pour avoir un portrait un brin plus vaste de la question, il est nécessaire de voir ce que l'organisation déploie comme «tactiques» pour attirer ces «pré» ou «post» retraités.

«Pendant le Grand Tour, on ne donne pas de barres granola, on donne des hot-dogs; et personne, ne recevra de muffin au son, mais plutôt des bons gros brownies cochons!» La boutade est de la d. g. de l'événement et a le mérite de résumer d'un seul trait ce qui attire tant de cyclistes année après année.

«C'est comme une colonie de vacances ici», note Louise Guilbault,

47 ans, qui n'a manqué à ce jour aucun des sept Grands Tours du Québec. Ce petit côté Club Med — «mais sans le côté boyscout», insiste la d. g. — est très recherché par cette clientèle plus douillette qu'aventureuse. Les déjeuners sont copieux, les bagages sont transportés, les bobos sont «diachylonés», la bière et le vin coulent à flots, les masseuses ne manquent pas de boulot, alouette.

Cet encadrement permet à tout un chacun de se déconnecter du stress du quotidien et de ne penser qu'à une chose: pédaler. «C'est un décapage de cerveau», indique M. Pelletier. Tu es complètement déconnecté du monde. Tu ne sais pas ce qui se passe ailleurs et sincèrement, tu ne veux pas le savoir. Tout ce qui t'intéresse, c'est la température qu'il fera demain.» Et d'ailleurs, il annonce de la pluie!

133 kilomètres sous un ciel menaçant

Nous avons donc franchi les 133 km qui lient Hull à Maniwaki, hier, sans que le ciel ne nous tombe sur la tête comme il semblait vouloir le faire de temps à autre. Contrairement aux cyclistes, les prévisions ne tiennent pas la route. Heureusement.

Les paysages étaient évidemment de toute beauté, mais plus important encore, les plans d'eau étaient constamment au rendez-vous lors de cette chaude journée.

Les participants ont donc pu troquer le maillot de cycliste pour le maillot de bain à plusieurs reprises.

Nous nous dirigeons aujourd'hui vers Mont-Laurier. Distance: 60 km. Ainsi, même les plus «vieux» pourront faire le trajet des deux doigts dans le goulot de leur bouteille d'eau! En souhaitant que dame Nature soit autant coopérative. Croisons les rayons.

F. C.



JACQUES GRENIER LE DEVOIR
François Cardinal se dirige aujourd'hui vers Mont-Laurier.

Conrad Black déplore la médisance à son endroit

PRESSE CANADIENNE

Toronto — Conrad Black se dit victime d'une «avalanche de médisances» de la part des médias du pays depuis l'annonce, la semaine dernière, que CanWest Global Communications a acheté la plupart des journaux canadiens de Hollinger pour 3,5 milliards.

Dans une chronique parue samedi dans les journaux de la chaîne Southam, il s'étonne des éloges à caractère funèbre reçus de la part de médias concurrents au Canada, affirmant que cela allait généralement du banal au prématuré en passant par l'«extraordinairement pompeux».

«C'est un peu comme lire sa propre notice nécrologique tout en étant toujours bien vivant», écrit-il, ajoutant que l'opinion de certains journalistes de «son pays natal» ne mérite pas d'être prise au sérieux.

M. Black affirme que des journalistes concurrents ont concocté de folles théories sur les raisons qui l'ont poussé à vendre ses journaux canadiens, alors que «la logique commerciale [de la transaction] est évidente aux yeux de quiconque est doté de la moindre perspicacité».

Lui et ses partenaires ont tout simplement vendu leurs actifs dans la presse écrite canadienne pour un profit intéressant et à un prix non excessif, poursuit-il. Il y avait un trop grand écart entre la valeur de

journaux bien gérés, vendus comme entités, et la valeur qui leur était attribuée par les marchés boursiers.

Parmi les raisons invoquées par M. Black pour la vente, il affirme qu'économiquement parlant, le moment était opportun, et que la proportion des journaux canadiens par rapport à l'ensemble des intérêts du groupe Hollinger dans l'industrie des médias était trop élevée.

M. Black a aussi révélé que le président de CanWest, Izzy Asper, a accepté de payer 100 millions pour la moitié du quotidien National Post, qui fait partie de la transaction. Cette vente — «à prix d'au-baine» — vient compenser la totalité des coûts d'exploitation encourus pour le lancement du journal, a précisé M. Black.

Dans une dernière salve dirigée contre les commentateurs des médias, M. Black écrit que «les auteurs de ces mensonges et diffamations [surtout ceux, parmi eux, qui ont tenté en vain d'obtenir un emploi chez nous] illustrent à la perfection toutes les faiblesses du pays et de la gent journalistique que j'ai souvent commentées auparavant».

«À mes amis au Canada, plus nombreux que ne le laisserait entrevoir un sondage des médias locaux, votre appui est plus apprécié que jamais. À mes ennemis, dont certains ont prétendu que j'allais leur manquer, votre nostalgie est prématurée, et n'est absolument pas partagée.»

À chacun son ordinateur L'OPC appelle à la prudence lorsque vient le temps d'acheter du matériel informatique

FRANÇOIS NORMAND
LE DEVOIR

Vous êtes étudiant ou parent. Vous songez à acheter un ordinateur en prévision de la rentrée scolaire? Faites preuve de prudence. Car les commerçants qui tenteront de vous vendre un ordinateur, en vous garantissant dans un jargon souvent incompréhensible que vous faites le meilleur investissement de votre vie, quand ce n'est parfois pas le cas, sont nombreux.

Afin d'éviter de faire un mauvais achat «sous le coup de l'enthousiasme», l'Office de la protection du consommateur (OPC) rappelle à la population quelques éléments à ne pas oublier avant d'investir une somme d'argent importante. D'emblée, l'OPC conseille simplement de «magasiner» avant d'acheter un

ordinateur. L'OPC ne réinvente certes pas la roue, mais cette étape est néanmoins très importante.

«Si l'informatique ne vous est pas familière, faites-vous accompagner par quelqu'un qui s'y connaît, recommande l'office, dans un communiqué. Prenez le temps de rencontrer plusieurs commerçants, cela permet de se faire une idée juste et de connaître l'ensemble des fonctions et possibilités de l'appareil. Aussi, les prix varient d'un commerçant à l'autre.»

Une fois que vous avez décidé d'acheter, la prudence doit toujours être de mise, insiste l'OPC, notamment si le système informatique n'est pas disponible en magasin ou que vous devez faire face à un délai de livraison.

«Posez des questions! Renseignez-vous sur les délais de livraison, le ser-

vice après-vente, les garanties, la ou les possibilités d'annulation, le cas échéant, et exigez que ces précisions apparaissent sur la facture, vous gagnerez ainsi temps... et argent!»

L'OPC rappelle également qu'il y a des obligations de base qui doivent figurer sur la facture. «Si le commerçant exige un acompte — ce qui est fréquent lors d'une mise de côté ou d'une commande spéciale — tentez de donner le plus petit montant possible. Dans l'éventualité où vous changeriez d'idée, que le commerçant venait à fermer ses portes ou à déclarer faillite, il pourrait s'avérer difficile de récupérer votre acompte.»

Branchement à Internet

Le programme «Brancher les familles sur Internet», que le gouvernement de Lucien Bouchard a lancé ce printemps pour combler

le retard du Québec par rapport aux autres provinces canadiennes, prévoit le branchement sur Internet 30 jours après l'achat d'un ordinateur.

Pour les familles qui souhaitent se prévaloir du programme, il est donc important de s'assurer de recevoir son ordinateur dans le cadre de ce délai afin de bénéficier du rabais accordé.

«C'est pourquoi il est important d'exiger, lors de votre transaction, l'inscription de la date de livraison, précise l'OPC. Si le commerçant ne livre pas dans le délai imparti, le consommateur peut demander la résiliation du contrat et le remboursement de son acompte.»

L'office précise qu'en cas de refus du commerçant, le consommateur peut avoir recours à la Cour des petites créances.

Et si le cannabis était vraiment un remède-miracle?

Plusieurs médecins n'hésitent plus à vanter les vertus de l'«herbe du diable»

HELEN BRANSWELL
PRESSE CANADIENNE

Toronto — S'il existait un remède susceptible de contrer les effets secondaires d'un traitement ou d'endiguer les symptômes d'une multitude de maladies, ne s'attendrait-on pas à le trouver dans la pharmacie, entre l'aspirine et le sirop contre la toux?

Or, ce n'est pas le cas bien que, de l'avis de plusieurs spécialistes de la santé, cette quasi-panacée existe depuis longtemps. Et pour cause: la marijuana est illégale.

Pourtant, les partisans de l'usage du cannabis à des fins thérapeutiques disposent d'une pléthore d'exemples pour faire valoir leur cause. L'«herbe du diable» viendrait en effet à bout des nausées provoquées par la chimiothérapie et la trithérapie, stimule l'appétit des sidéens et des cancéreux, atténue les symptômes de maladies graves telles que l'arthrite, l'épilepsie, la sclérose, le syndrome de La Tourette.

Plusieurs intervenants des

soins palliatifs estiment que la marijuana peut adoucir les derniers jours d'un patient.

«Nous ne nous attendons pas à des miracles, mais ça peut en fait [...] améliorer la qualité de vie dans les derniers jours de l'existence», soutient Allan Best, chercheur à l'Hôpital général de Vancouver.

L'utilisation médicale du cannabis comporte deux avantages, avance-t-il. Non seulement il allège la souffrance et la nausée, il peut aussi limiter l'usage d'autres antidouleurs et analgésiques «qui comportent d'ordinaire des effets secondaires très insupportables».

Paradoxalement, même si les asthmatiques doivent éviter de fumer, un petit joint leur semble indiqué puisque les cannabinoïdes, composantes chimiques du cannabis, dilatent les bronches.

Par ailleurs, la marijuana contribuerait à réduire la pression dans l'œil atteint de glaucome et les crises imputables à la maladie de Crohn. Enfin, les maniacodépressifs jurent qu'elle modère leurs périodes euphoriques et leurs épisodes dépressifs.

«J'apprends un nouvel usage presque chaque jour», dit le docteur Mark Ware, épidémiologiste au Centre de santé de l'Université McGill qui accorde à cette drogue un potentiel médical «absolument étonnant». «Cette plante est depuis longtemps une bonne amie de l'espèce humaine, mais nous lui avons rendu un bien mauvais service au cours des 70 dernières années en la bannissant de nos sociétés», dit le Dr Ware.

L'usage médical de la marijuana se perd dans la nuit des temps. En fait, sa première utilisation thérapeutique, répertoriée en Chine, remonte à 2727 avant Jésus-Christ. Au XIX^e siècle, le cannabis était un remède bien connu contre le syndrome prémenstruel et même la reine Victoria ne pouvait s'en passer.

Son médecin personnel, le docteur J. R. Reynolds, écrivait en 1890 dans la célèbre revue médicale britannique *The Lancet* que «pure et administrée avec soins, il s'agit d'un des plus précieux remèdes à notre disposition».

Au cours des prochaines années, le ministère fédéral de la Santé tentera de faire la lumière sur les vertus médicales du cannabis.

Pour l'instant, ce que l'on ignore, c'est le mode de fonctionnement de cette drogue sur le métabolisme. Comme elle est illégale depuis 70 ans, la recherche a été sérieusement compromise. Il a dès lors été impossible de mener par exemple des études cliniques à double-aveugle.

En outre, on a découvert que l'être humain sécrète son propre cannabinoïde pour contrôler la douleur, l'anandamine, semblable à l'endorphine produite lors d'une activité physique.

D'aucuns comparent à la cause des partisans de la morphine d'il y a quelques décennies celle des partisans de l'usage thérapeutique du cannabis.

Citant l'un des plus grands spécialistes de la douleur, le médecin britannique Patrick Wall, le Dr Ware croit que la société traverse la même période de questionnement. «Si nous en faisons un médicament, allons-nous assister subitement à une hausse massive de consommateurs réguliers?», demandait-on alors. Allons-nous nous retrouver avec une nation de morphinomanes? Ce n'est pas arrivé. Nous avons eu la morphine, nous l'avons homologuée et c'est devenu un bon médicament.»

Les lieux SECRETS du POUVOIR

A ne pas manquer, tous les mercredis dans

LE DEVOIR

Une grande fête 2000 !

Des milliers de livres introuvables ailleurs. Surprises... Accès gratuit

À Québec, Terrasse Dufferin, 20 juillet au 13 août de 11 h à 23 h

En collaboration avec

ESSILOR
www.essilor.ca
présente

Les Bouquinistes du Saint-Laurent
www.lesbouquinistes.org

SODEC
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC

VORTEX

mabalade.com

CHAMBRE DE COMMERCE DU QUÉBEC

Parcs Canada

LOUIS HÉBERT

Production et réalisation
Hélène Tirole

LE DEVOIR

LE MONDE

EN BREF

Partis divisés

Belgrade (AP) — Le Mouvement du renouveau serbe, principal mouvement d'opposition au président yougoslave Slobodan Milosevic, a désigné hier son propre candidat pour l'élection présidentielle du 24 septembre, Vojislav Mihajlovic, maire de Belgrade. Le parti du Renouveau, dont le principal organe dirigeant s'est réuni hier, a annoncé qu'il revenait ainsi sur sa décision initiale de boycotter le scrutin du 24 septembre. Cette décision n'en menace pas moins de donner la victoire à Slobodan Milosevic et de diviser encore plus l'opposition serbe, qui a l'intention de désigner un autre candidat, Vojislav Kostunica, président du petit parti démocratique de Serbie, de centre-droit. Dans un entretien radiodiffusé hier, Vuk Draskovic a enjoint les autres membres de l'opposition de soutenir le candidat de son parti. Toutefois, les autres opposants hésitent à se rallier à un homme soutenu par Draskovic, trublion de l'opposition, au comportement changeant, qui a même été vice-premier ministre de Milosevic avant que les bombardements de l'OTAN de 1999 ne provoquent son limogeage.

Kabila absent

Windhoek (Reuters) — Les chefs d'Etat de l'Afrique australe se sont réunis hier en Namibie pour des négociations sur le commerce et les conflits régionaux dans le cadre d'un sommet de deux jours de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Les efforts pour sauvegarder un accord de paix qui se désagrège en République démocratique du Congo (RDC) étaient cependant menacés par l'absence du président congolais Laurent-Désiré Kabila. Les présidents de l'Afrique du Sud, du Zimbabwe, du Mozambique, de la Tanzanie, de la Zambie et du Malawi, se sont rendus à Windhoek, la capitale de la Namibie, pour assister à ce sommet de la SADC. La présence de Kabila était pourtant essentielle afin de faire des progrès pour résoudre la guerre civile en RDC, dans laquelle sont impliquées les armées de six pays voisins. La SADC regroupe l'Angola, le Botswana, la Namibie, le Lesotho, la Tanzanie, la Zambie, le Mozambique, le Malawi, Maurice, les Seychelles, le Swaziland, l'Afrique du Sud, la Zambie et le Zimbabwe.

Rebelles éliminés

Moscou (AFP) — Des indépendantistes tchétchènes ont été éliminés hier en Ingouchie, une république russe frontalière de la Tchétchénie, a indiqué le service de presse de l'état-major russe dans le Caucase du Nord, cité par l'agence Itar-Tass. Les rebelles, dont le nombre n'a pas été précisé, circulaient sur le territoire ingouche lorsque leur véhicule a essuyé les tirs des forces fédérales, a-t-on précisé de même source. Un des commandants russes de l'opération en Tchétchénie, le général Vladimir Chalabov, avait accusé en juillet les autorités ingouches de permettre aux rebelles de circuler librement sur ce territoire où sont réfugiés plus de 200 000 Tchétchènes qui ont fui la guerre. En mai, une dizaine de soldats russes avaient été tués en Ingouchie lorsque leur convoi était tombé dans une embuscade tchétchène.

Baïllon à Téhéran

Téhéran (Reuters) — Le tribunal iranien sur la presse a ordonné la fermeture immédiate d'un titre favorable aux réformes, portant ainsi à 20 le nombre de publications libérales fermées depuis le printemps. D'après les journaux, cette sanction frappe l'hebdomadaire *Tavana*, accusé d'avoir publié des articles diffamant des personnalités islamiques iraniennes. Le ministère public a, en tout, déposé 30 plaintes contre cette revue qui, en juillet, avait brisé un tabou en publiant un dessin satirique du président réformateur Mohammad Khatami, un hojatoleslam représenté sans sa turban.

Ford se remet

Washington (AFP) — L'ex-président américain Gerald Ford se remettrait hier d'une intervention chirurgicale à la langue destinée à y enlever un abcès, ont annoncé des médecins. Des chirurgiens, qui l'ont opéré samedi, ont indiqué que le pronostic était «excellent» et que la biopsie n'avait pas révélé de tumeur maligne.



Le rabbin Ovadia Yossef, chef spirituel du parti ultra-orthodoxe Shass, dans une synagogue de Jérusalem hier: indignation générale.

Tollé sur la Shoah

Le rabbin Yossef affirme que les six millions de victimes juives des nazis étaient la «réincarnation d'âmes pécheresses»

Le chef spirituel du parti ultra-orthodoxe sépharade (Juifs orientaux) Shass, le rabbin Ovadia Yossef, a soulevé un tollé général hier en Israël après qu'il eut affirmé que les six millions de victimes juives des nazis étaient «la réincarnation d'âmes pécheresses». Le très influent rabbin Yossef dirige le Shass qui, avec 17 députés, est considéré comme la clé de voûte de toute coalition gouvernementale.

MARIUS SCHATTNER
AGENCE FRANCE-PRESSE

Jérusalem — Le chef spirituel du parti ultra-orthodoxe Shass, le rabbin Ovadia Yossef, a provoqué un tollé en Israël par ses propos sur la Shoah et la colère des Palestiniens par une déclaration à tonalité raciste.

«Les six millions de malheureux juifs que les maudits nazis ont tués ne sont pas morts pour rien. Ils étaient la réincarnation de juifs qui avaient péché. Ils ont été réincarnés pour racheter ces péchés», a affirmé le rabbin dans son prêche hebdomadaire télévisé du samedi soir dans une synagogue à Jérusalem.

Face à l'indignation générale, le chef spirituel du parti sépharade (juifs orientaux) a fait une mise au

point hier, affirmant avoir seulement tenté de donner une explication théologique au génocide et soulignant que les six millions de victimes étaient des «saints et des purs». Ovadia Yossef, 79 ans, n'est pas le premier rabbin à tenter d'expliquer le génocide par des péchés imputés au peuple juif. Mais cet ancien Grand rabbin d'Israël est de loin la personnalité spirituelle la plus importante à émettre une telle opinion.

Le très influent rabbin dirige le Shass qui, avec 17 députés, est la clé de voûte de toute coalition. Ce troisième parti en importance au Parlement a quitté la coalition du premier ministre Ehoud Barak le 9 juillet, le privant de majorité.

Après le génocide nazi qui avait décimé les communautés ultra-or-

thodoxes d'Europe de l'Est, le rabbin de Satmar (Pologne), Yoel Teitelbaum, extrêmement opposé au sionisme, avait déjà prétendu que cette catastrophe punissait les juifs pour leur projet de créer un Etat sans attendre la venue du Messie.

D'autres courants ultra-orthodoxes ont vu dans la Shoah les «douleurs de l'enfantement», annonçant la venue imminente du Messie et la rédemption.

«Où était Dieu à Auschwitz?»

En règle générale, l'orthodoxie juive s'est toutefois abstenue de toute réponse à la question terrifiante pour tout homme de foi: «Où était Dieu à Auschwitz?»

«Moi je n'ai pas d'explications à ce qui s'est passé, je ne crois pas qu'on puisse en donner», a ainsi déclaré à la télévision publique le Grand rabbin ashkénaze d'Israël, Israël Lau, lui-même un rescapé du génocide nazi.

M. Barak a estimé que «ces déclarations n'étaient pas dignes de la stature du rabbin Yossef, car elles pouvaient porter atteinte à la mémoire des victimes de la Shoah et à

la sensibilité de leurs familles et du peuple tout entier».

Plus virulent, le chef du parti laïc Shinouï (6 députés) Tommy Lapid a jugé qu'il s'agissait de «propos ignobles qui vont réjouir les nazis existant dans le monde».

Avner Shalev, le président de Yad Vashem (Mémorial des victimes de l'Holocauste à Jérusalem), a déclaré: «Tous ceux qui établissent un lien entre la Shoah et des questions portant sur la vie quotidienne nous font du mal».

Dans le même prêche, le rabbin Yossef a fustigé l'attitude de M. Barak envers les Palestiniens qu'il a traités de «serpents». «Barak va leur donner la moitié de la Vieille ville de Jérusalem [...] Il leur court après comme un forcené. A propos de ces méchants Arabes, il est écrit dans le Talmud que Dieu a regretté d'avoir créé Ismaël.»

Les Palestiniens se sont déclarés scandalisés. Dans un communiqué, le ministère de l'Information a qualifié ces déclarations de «racistes et d'immorales», soulignant que le religieux juif avait «dépassé toutes les limites et porté atteinte aux religions juive et musulmane».

Camp David: critiques et conseils de Carter

Washington (AFP) — L'ancien président américain Jimmy Carter, qui a orchestré les accords de paix de Camp David en 1978 entre Israël et l'Égypte, a donné des conseils et émis une critique sur les récentes négociations du sommet israélo-palestinien, dans une tribune au *New York Times* hier.

Jimmy Carter loue les efforts du président Clinton et des leaders israéliens et palestiniens mais rappelle que dans de telles négociations, le médiateur «doit garder au moins un semblant de neutralité. Embassades d'un côté et admonestations de l'autre sont toujours une tentation politique après un échec mais cela rend très difficile d'organiser à l'ave-

nir d'autres négociations nécessitant une confiance mutuelle dans le médiateur», écrit l'ancien président. Après l'échec du sommet de Camp David le 25 juillet, Bill Clinton avait salué la flexibilité d'Ehoud Barak, premier ministre israélien, et blâmé le leader palestinien Yasser Arafat pour sa rigidité. Il a même suggéré quelques jours plus tard que

les États-Unis pourraient envisager de transférer leur ambassade à Jérusalem, au lieu de Tel Aviv, une action qui réjouirait Israël mais mécontenterait les pays arabes.

«De telles prises de positions au lendemain des discussions de Camp David ont suscité l'inquiétude dans la communauté arabe», écrit Jimmy Carter.

Justice en direct à Phnom Penh

Au Cambodge on tue encore pour une vieille moto de quelques dollars

PHILIPPE AGRET
AGENCE FRANCE-PRESSE

Phnom Penh — La foule s'agglutine autour d'un véhicule de police. Des gens le bourrent de coups de pied, certains rient. Un jeune, excité, soulève une grosse pierre. Le voleur de mobylette va mourir la tête écrasée.

La même scène de lynchage, à peu de chose près, se multiplie depuis quelques mois à Phnom Penh.

Un délinquant attrapé et battu à mort, des policiers, souvent armés, qui regardent sans bouger, l'horreur, comme le mois dernier quand l'attroupement, non content d'avoir tué, a mis le feu au cadavre d'un voleur présumé. Au moins six exécutions sommaires ont été documentées, témoignages et photos insoutenables à l'appui, par la Ligue cambodgienne pour la défense des droits de l'homme (Licadho) depuis le début de l'année. Il y en a eu bien plus, selon les journaux. Non seulement la police ne fait rien, mais ce serait elle qui parfois livrerait ses détenus à la vindicte publique. «Une solution de facilité et une arme abominable», accuse la présidente de la Licadho, le docteur Kek Galabru.

Le premier ministre Hun Sen a démenti que le gouvernement ait donné consigne à la police

de laisser faire les «tribunaux populaires», en expliquant qu'il est «souvent difficile d'intervenir ou trop tard pour sauver les criminels de la colère de la foule». Reste qu'il suffit aujourd'hui de crier au voleur, en pleine rue et en plein jour, en désignant un ennemi pour être débarrassé de lui, raconte un journaliste local.

Le roi Norodom Sihanouk, si respecté de son «petit peuple», a exprimé publiquement sa tristesse et demandé que soit mis fin à ces brutalités.

Les dirigeants politiques aussi, Hun Sen en tête. Une alliance de 17 associations de défense des droits de l'homme a exhorté cette semaine les Cambodgiens à «stopper ces actes afin de ne pas ternir notre réputation».

Car c'est aussi l'image du Cambodge qui en souffre au moment où il sollicite l'aide de la communauté internationale pour la reconstruction.

Les défenseurs des droits de l'homme veulent désormais engager des poursuites judiciaires contre ceux qui incitent aux lynchages.

Cette forme de justice populaire serait «anti-bouddhique» et irait à l'encontre de la sacro-sainte non-violence, entend-on à Phnom Penh. En outre, la Constitution de 1993 a banni la peine de mort, tant pratiquée sous les Khmers Rouges (1975-79).

Certes, la société cambodgienne est totalement déstructurée après trente années de

guerre et un génocide. Pourtant, avec le retour de la paix complète, il y a deux ans, l'économie repart, la capitale s'embellit, les choses devraient aller mieux, socialement et moralement.

«Mais si on gratte, on est de plus en plus inquiet pour l'avenir», affirme le père François Ponchaud, missionnaire catholique qui le premier révéla au monde le génocide polpotiste («Cambodge Année Zéro»).

Dans la justice expéditive, il voit «une frustration qui s'exprime devant une administration pléthorique, bonne à rien, devant une société sans aucune perspective ni modèle ou la seule valeur est le fric». Les pauvres, la plupart venus des rizières, «disjonctent».

Dans son dernier rapport annuel, en novembre dernier, l'ONU dénonçait «une crise profonde de la confiance populaire dans le système judiciaire».

Le rapport, qui appelait à des réformes judiciaires en profondeur, faisait notamment état d'une culture d'impunité généralisée, de corruption judiciaire, de brutalité policière et d'exactions judiciaires.

Au Cambodge, on tue encore pour une vieille moto de quelques dollars. On y défigure aussi à jets d'acide des rivaux, des épouses ou des maîtresses jalouseuses.

«On n'est pas un Etat de droit, c'est la jungle, l'impunité qui prime avant tout», déplore la présidente de la Licadho.

Accords de Matignon

Les nationalistes corses veulent plus

Corte (Reuters) — Une semaine après l'adoption du plan Jospin, les nationalistes ont réaffirmé lors des Journées internationales de Corte leur volonté d'obtenir d'autres avancées et l'amnistie à terme des «prisonniers politiques».

Ils ont confirmé hier que les «accords de Matignon» n'étaient à leurs yeux qu'une «première étape», formule qui avait déjà inquiété les «républicains» hostiles au projet gouvernemental.

«Mais jamais nous ne cherchons à imposer une indépendance dont les Corses ne voudraient pas», a précisé Jean-Guy Talamoni, porte-parole de Corsica nazione.

«Nous allons continuer à convaincre les insulaires de la justesse de notre analyse, par des moyens exclusivement politiques», a-t-il ajouté.

Les dirigeants nationalistes ont également souligné que les claudésins n'étaient pas prêts à dissoudre leurs groupes armés mais que la violence disparaîtrait de facto si le processus de paix aboutissait.

«De toute évidence, les faucons sont à Paris», a déclaré Jean-Guy Talamoni en visant notamment le ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, qui s'oppose au projet négocié par le premier ministre Lionel Jospin.

Le projet de loi qui sera présenté au Parlement à la rentrée prévoit de doter l'île d'un nouveau statut, à mi-chemin entre décentralisation et autonomie, avec un pouvoir d'adaptation législatif pour l'Assemblée de Corse d'ici 2004.

Jean-Pierre Chevènement a annoncé qu'il ne défendrait pas un texte susceptible de menacer, selon lui, l'unité de la République. Lionel Jospin a confirmé la semaine dernière que le sort de son ministre était en suspens.

Principal négociateur nationaliste des «accords de Matignon», Jean-Guy Talamoni a estimé dans le *Journal du dimanche* que «l'idéologie des Chevenements est dépassée».

«Elle sera condamnée par l'Histoire», a-t-il en expliquant que le mot indépendance n'avait pas «le même sens qu'il y a cinquante ans» dans le cadre de la construction européenne. Matignon a fait de l'arrêt de la violence un préalable à l'aboutissement du processus, sans pour autant réclamer la dissolution des groupes armés.

«Ce qui est important, c'est que le processus réussisse pour que la violence n'ait plus de raison d'être», a expliqué Pierre Poggioli, l'un des dirigeants du mouvement Unita, qui associe aujourd'hui neuf organisations.

«Si le processus de Matignon n'avance pas, ce sera encore une fois laissé le champ libre aux organisations clandestines pour agir sur le terrain», a-t-il ajouté.

Pierre Poggioli a évoqué le sort de la trentaine de «prisonniers politiques» actuellement répartis dans différents prisons de la région parisienne.

Cet éloignement est vécu comme une «question humanitaire» par le «comité anti-répression», qui souligne les dépenses qu'il engendre pour les familles, en billets d'avion et frais d'hôtel.

Des élus corses de tous bords ont souligné l'écho rencontré sur l'île par cette revendication des familles. Jean-Guy Talamoni a rappelé que Lionel Jospin avait comparé il y a plusieurs mois le problème de l'amnistie à la question des jours de grève que l'on règle après un conflit social et qu'il ne l'avait donc pas écartée. Dans l'immédiat, le porte-parole de Corsica nazione a réclamé une «geste fort» en faveur des prisonniers politiques, c'est à dire leur regroupement à la prison de Borgo, en Haute-Corse, où ils seraient plus près des leurs.

Toutes les organisations présentes à Corte ont reconnu que les avancées institutionnelles, fiscales et culturelles du plan Jospin «sont porteuses d'espoir».

Cette grand-messe nationaliste s'est déroulée dans la sérénité, la paix retrouvée, entre factions qui s'étaient très durement opposées ces dernières années.

«C'est la première fois que nous retrouvons unis, après de sanglants affrontements, autour d'un même discours», a dit Jean-François Luciani, porte-parole d'Unita.

«Mais l'avancée obtenue à Matignon est aussi le résultat des premiers signes d'union manifestée dès le déclenchement du processus de paix. Cela dit, nous sommes encore loin des statuts dont bénéficient le Pays basque, la Catalogne, les Länder allemands ou les régions autonomes italiennes.»

É D I T O R I A L

Vers
l'uniformisation

La rentrée approche et des milliers de parents n'ont toujours pas trouvé de garderie pour leur enfant. Les places à 5 \$ se sont envolées il y a longtemps et les autres options n'ont soudainement plus la cote. Le gouvernement est le premier responsable de cette situation, ayant lui-même littéralement créé une demande à laquelle il est incapable de répondre. Au lieu de pavoiser avec «les places à cinq piastres», il aurait mieux fait d'encourager simultanément le développement d'autres modèles de garde, comme le désiraient les parents. Il aurait surtout mieux fait de ralentir la cadence. Car le dérapage guette aujourd'hui le développement du réseau.

L'implantation de services de garde de qualité et accessibles est une nécessité dans un contexte où, dans deux familles biparentales sur trois, les mères travaillent à l'extérieur de la maison. Dans un contexte aussi où l'État a promis d'aider les mères chefs de famille qui, elles, n'avaient pour ainsi dire pas les moyens d'aller travailler.

Le gouvernement savait que l'implantation des places en garderie à 5\$ par jour — comparativement à 22 \$ en moyenne auparavant — provoquerait une hausse importante de la demande. Une enquête effectuée en septembre 1998 lui avait révélé que la moitié des parents d'enfants de moins de cinq ans n'utilisant pas les services de garderie s'en prévaudraient avec le régime à 5 \$. Par contre, pour les enfants de moins de deux ans, les trois quarts des parents privilégiaient la garde en milieu familial (après la garde à domicile). Or, les faits semblent aujourd'hui montrer que ces mêmes parents se ruent vers la garderie institutionnelle. Du moins jusqu'à ce que la garde en milieu familial à 5 \$ par jour devienne plus largement accessible. Car les frais pour ce type de garde varient généralement entre 15 et 25 \$ et plusieurs exigent encore d'être payés au noir, sans donner le reçu qui permettrait d'être admissible au crédit d'impôt.

Enfin, il y a deux ans, une majorité de parents d'enfants de moins de un an préférait la garde à domicile. La situation actuelle nous permet-elle de conclure que les considérations d'ordre financier priment sur le modèle privilégié? Oui, sans hésitation. C'est la raison pour laquelle le gouvernement, pour respecter le choix des parents, doit résister à la tentation de mettre tous ses œufs et tous ses dollars dans le même panier. Malheureusement, à voir les coûts, largement imprévus, attachés au programme des places à 5 \$, la tentation sera grande de se concentrer sur un seul modèle. Ce qu'il faut éviter.

Le programme amélioré de services de garde a coûté 428 millions la première année, 616 millions la deuxième et il est prévu que l'État débourse 843 millions cette année. À compter de 2005, c'est 1,6 milliard qu'il faudra prévoir, annuellement, pour les 200 000 places attendues pour cette date, soit 80 000 places de plus qu'à l'heure actuelle.

Le pire, c'est que les investissements actuels ne sont pas partout suffisants. Un certain nombre de garderies se voient dans l'obligation de facturer non pas 5 \$ mais 7 \$ ou 8 \$, afin de maintenir la qualité de leurs activités. Plusieurs imposent des frais aux parents désireux d'inscrire leur enfant sur une liste d'attente, afin de renflouer leur caisse. D'autres directeurs de centres à la petite enfance, nombreux, consacrent désormais tout leur temps à des tâches administratives, laissant leurs éducatrices complètement à elles-mêmes. En fait, le gouvernement aurait mieux fait de ralentir la mise en place du programme, plutôt que d'inclure trop rapidement trop d'enfants dans son programme à 5 \$. Après les enfants de quatre ans, puis de trois et de deux ans, ceux d'un an auront droit en septembre aux places à 5 \$. Mais la précipitation n'est jamais bonne conseillère et on ne saurait assez le dire: la qualité des soins et services ne doit jamais être sacrifiée. Si c'était le cas, on aurait alors raté le virage de la petite enfance.

L'opposition libérale a raison, donc, de s'en prendre au manque de planification du gouvernement et de réclamer la levée du moratoire sur les garderies à but lucratif, qui accueillent présentement 20 000 enfants. En effet, sans accorder des permis à tout un chacun, ce gouvernement devrait permettre aux garderies à but lucratif de croître. Rien ne dit que des individus bien formés et ayant le sens de l'initiative ne pourraient offrir d'aussi bons services que ceux du réseau public.

L'improvisation qui a caractérisé la consolidation du réseau de garderies continue de mettre en péril une réforme aux objectifs pourtant louables. Il faut ralentir la vitesse de manière à ce que le système de garde québécois soit suffisamment souple pour répondre aux besoins des enfants qui, il faut le rappeler, ont moins de six ans. Sinon, la garderie et l'école ne feront plus qu'un. La présence y sera obligatoire et les activités les mêmes partout.

pdesrivieres@ledevoir.ca



Paule
des Rivières

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA

LE 10 JANVIER 1910

FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information CLAUDE BEAUREGARD
Rédacteur en chef adjoint MICHEL VENNE
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
MARIE-ANDRÉE LAMONTAGNE, LOUIS LAPIERRE
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET



L E T T R E S

Une question d'appétit

Le très lourdement subventionné groupe de pression Alliance Québec a l'appétit plutôt aiguisé. Non satisfait de la promesse qui lui fut prétendument faite par le bureau de Sheila Copps, ministre fédérale du Patrimoine canadien, d'obtenir bientôt une subvention supplémentaire d'un mirobolant montant de 300 000 \$ — puisée à même le budget discrétionnaire de la ministre! — voilà qu'Alliance Québec veut lever d'autres fonds pour poursuivre sa croisade judiciaire visant à obtenir TOUS les bulletins de vote du dernier référendum.

Son objectif est de tenter de prouver qu'un nombre élevé de «Non» auraient été rejetés, et que ce rejet aurait été orchestré «d'en haut», c'est-à-dire par le Parti québécois ou le gouvernement Parizeau. Bref, que la victoire du Non aurait été beaucoup plus considérable dans les faits.

Va pour les fantasmes d'Ottawa et de son fidèle serviteur, Alliance Québec. Il n'empêche que beaucoup de Québécois sont inquiets des conditions dans lesquelles se tiendront les prochains référendums et élections, et que cette inquiétude tient à l'exercice même du droit de vote.

De fait, il est urgent que les Québécois se donnent une carte obligatoire d'électeur, avec photo. Il est trop aisé ici pour qui le veut de voter sans en avoir le droit, voire de le faire plusieurs fois sous différents noms comme nous l'a si bien démontré en 1998 la défunte émission *La fin du monde est à sept heures*.

Ceux et celles qui ont la démocratie à cœur — qu'ils soient souverainistes, fédéralistes ou indécis — ne peuvent que réprover l'absence d'une telle carte, et ne pourront qu'applaudir au jour proche, il est à souhaiter, où le premier ministre Lucien Bouchard effectuera le geste historique et tant attendu de doter ce peuple d'une véritable carte d'électeur, rendant enfin impossible ce type particulièrement insidieux de fraude électorale.

Josée Legault
Montréal, 3 août 2000

Mise au point

L'article intitulé «La CSN pourrait s'associer à une nouvelle centrale», publié le 3 août dernier à la page B3, fait part d'un différend entre le Congrès du travail du Canada (CTC) et le Syndicat des travailleurs canadiens de l'automobile (TCA-Canada). Dans cet article, le vice-président de la CSN, Roger Valois, prétend que la CSN représente depuis peu les agentes

et agents fédéraux de correction qui «étaient auparavant affiliés à l'Alliance de la Fonction publique du Canada».

Que ce soit par ignorance ou par arrogance, les propos de M. Valois sont erronés. Les agentes et agents de correction en cause sont toujours membres de l'AFPC. Même si la CSN songe à agrandir son territoire en «maraudant» les membres de l'AFPC, elle doit être dûment accréditée avant d'avoir le droit de représenter ces professionnels. La CSN a déposé devant la Commission des relations de travail dans la fonction publique une demande d'accréditation, mais aucun vote n'a été demandé jusqu'à maintenant.

L'Alliance de la Fonction publique du Canada continue à défendre les intérêts et les droits de tous les agents et de toutes les agentes de correction du gouvernement fédéral.

Nycole Turmel
Présidente nationale de l'Alliance de la Fonction publique du Canada
Ottawa, 4 août 2000

Neuf mois pour accoucher de la crise d'Oka

En réponse à la lettre de M. Aurélien Boisvert: *Oka et les Sulpiciens*

Le 6 juin 1716, le procureur général des Sulpiciens de Paris, M. Magnien, annonce aux Sulpiciens de Montréal que: «Le Conseil de Marin a donné pouvoir à M. le Gouverneur [Vaudreuil] de faire la concession de «...trois lieues pour les sauvages et une demi-lieue pour les missionnaires»». Les Messieurs du Séminaire Saint-Sulpice de Paris protestent: «Je crois qu'il faut tout mettre à notre nom sans rien demander n'y mettre au nom des sauvages.» Neuf mois plus tard, le 19 mars 1717, l'accouchement se produit et, tout heureux, le même procureur des Sulpiciens, M. Magnien, écrit aux Sulpiciens de Montréal: «Le terrain de trois lieues et demie nous est accordé en toute propriété et seigneurie.»

Les Sulpiciens ont tout gagné; les Indiens ont tout perdu. Ceux-ci n'ayant aucun lobbyiste auprès du régent Philippe d'Orléans n'ont pu rivaliser avec les ambassadeurs sulpiciens à la Cour. C'est ainsi que commença la crise d'Oka pour la bonne et simple raison que les Sulpiciens de Paris n'ont rien voulu «n'y mettre au nom des sauvages».

M. Aurélien Boisvert (lettre au *Devoir*, 2 août) peut fort bien nous citer tous les juge-

ments rendus en faveur des Sulpiciens établissant leur propriété; l'injustice volontairement provoquée en 1717 demeure. Elle a coûté des millions au Québec en 1990! Et rien ne semble fondamentalement réglé en l'an 2000!

Jacques Lamarche
Auteur de *L'Été des Mohawks*,
Montréal, 3 août 2000

De la souveraineté

Souverainiste depuis 1960, je suis allé, depuis, de déceptions en déceptions. D'abord, lorsque monsieur René Lévesque, se cherchant un parti, fit se saborder le R.I.N. pour fonder le Parti québécois (Un nom dont il ne voulait même pas mais qui lui fut imposé) je lui fis une confiance aveugle comme bien d'autres. Mais de zigonages en zigonages, attermoiments et bifurcations, j'ai fini par perdre confiance. Surtout, après ce référendum organisé à reculons et à la sauvette, lorsqu'il ne parla plus que d'un bon gouvernement pour finir dans le beau ruisseau, j'ai eu, comme le veut l'expression populaire, mon «voyage».

J'en suis maintenant à monsieur Lucien Bouchard et à son fameux déficit. Celui-ci réglé, où va l'argent? Comme toujours, en subventions pour les plus riches, mais rien pour les plus démunis. Qu'a-t-il fait pour cette jeunesse, rejetée et méprisée, qui traîne dans nos rues? S'il y a une vraie richesse dans un pays, c'est bien cette jeunesse qu'on laisse sombrer dans la drogue et le suicide. Et que fait-il pour ces enfants qui vivent dans la pauvreté ne mangeant pas à leur faim? Et pour tous ceux qui, désargentés, vivent dans le désespoir? Rien. Des augmentations à nos hauts fonctionnaires d'abord. Le reste ne semble pas avoir beaucoup d'importance.

Ayant constaté que toutes les révolutions ont été volées, que ce soit à Cuba, en Algérie ou en Russie, je crains fort que la même chose nous arrive et qu'elle profitera, d'abord, à des politiciens qui rêvent de bâtir un petit «pouvoir» et à des richards qui le deviendront encore plus. Mais notre jeunesse restera sur le trottoir et les enfants pauvres continueront à manger du beurre d'arachide. C'est pourquoi la souveraineté ne m'inspire plus confiance et que je me dis que, dans le fond, ce n'est pas si terrible et que si nous réunissons à nous débarrasser de nos francophones, à Ottawa, qui ont comme mission de nous mettre au pas, peut-être que les choses finiront par s'améliorer.

Raymond Lévesque
Longueuil, 28 juillet 2000

LIBRE OPINION

Stockwell Day: des idées dépassées

MARTIN DESROCHERS
Avocat

Une chose est indispensable pour gagner une élection: de l'argent. Au Québec, sur les scènes provinciale et municipale, seul un électeur peut faire une contribution politique en argent, les entreprises, les syndicats et les groupes de pression de toutes sortes n'ayant pas ce droit. Une banque, par exemple, ne peut pas faire une contribution de 250 000 dollars à un parti politique de la scène politique provinciale québécoise. Par contre, elle a parfaitement le droit de faire cette contribution au parti politique fédéral de son choix, et elle ne se gêne habituellement pas pour le faire. Aussi surprenant que cela puisse paraître, les montants sont illimités: une contribution de 50 millions de dollars d'un groupe de pression à un parti politique fédéral est techniquement recevable (bien que ce ne se soit jamais vu).

Conclusion: la politique fédérale est d'avantage soumise aux groupes de pression, ces derniers disposant du droit de contribuer à la caisse des partis politiques à peu près comme ils le veulent. Pas fou, le monde des grosses affaires fait habituellement le calcul d'abreuer tout parti qui a une chance technique de prendre le pouvoir. La prochaine élection ne fera pas exception et les Alliances de Stock-

well Day ne seront pas privés des contributions d'entreprises, au contraire.

Mais il n'y a pas que le monde des affaires sur l'échiquier politique: les groupes pro-vie, anti-gais ou en faveur de la peine de mort ont également le droit de contribuer en argent et en militant. Jusqu'à maintenant ils n'y avaient pas de véhicule politique national véritablement intéressant pour ce genre de groupes en Ontario. M. Day leur en offre maintenant un.

Pour s'emparer des sièges dont elle a absolument besoin dans cette province, l'Alliance ne peut pas négliger la droite religieuse. Que M. Day soit sincère ou non dans son intention déclarée de ne pas imposer ses convictions personnelles aux Canadiens ne change rien: avec lui, les groupes de la droite religieuse se sentiront au bercail plus que n'importe où ailleurs. C'est l'Alliance qui aura leur appui, leur argent et l'adhésion de ceux qui les composent (quand ce n'est pas déjà fait). Il ne pourra donc pas être question pour M. Day de leur refuser son oreille, qui leur est déjà naturellement acquise. Et on ne crache pas sur des militants et leur argent, en particulier lorsqu'on partage leurs convictions.

Avec un peu d'imagination, on pourrait même croire que les principes de M. Day donnent déjà des ailes à certains de ses alliés naturels. Car sans vouloir ici inférer de relation irréfutable de cause à

effet, il s'agit d'une coïncidence intéressante qu'en la semaine de couronnement du nouveau chef, Montréal ait été visitée par un groupe ontarien de militants pro-vie munis d'un attirail de propagande pour le moins remarquable.

Certes M. Day nie toute intention de légiférer en faveur de politiques dont les Canadiens ne veulent pas. L'Alliance préfère prêcher pour l'initiative populaire en matière de référendum. Le gouvernement pourrait donc tenir un référendum sur toute question qui aurait suscité l'appui d'un certain nombre de signataires. Mais si l'on se fie au genre de tentative de proposition qui s'est déjà trouvée sur le parquet d'un congrès du Réform party, comme par exemple abolir la Charte canadienne des droits de la personne, on constate que la variété de propositions rétrogrades qui pourraient être mises au vote sous un régime de l'Alliance est relativement large.

M. Day pourrait de surcroît se laver les mains d'un ordre du jour politique extrême dont il aurait été le véritable initiateur, en conjonction bien sûr avec l'influence de certains groupes de militants d'extrême droite de son parti. Bref, quoi que dise M. Day sur ses intentions, son influence dans le paysage politique favorise le retour en arrière sur des questions relevant du respect des droits de la personne. La criminalité baisse depuis des années

et le Québec a le taux le plus bas de crimes violents *per capita* du pays? Sévissions d'avantage et posons-nous les bonnes questions semble dire le chef de l'Alliance: comment exécuter les tueurs? Au gaz? Une bonne vieille pendaison? Pourquoi pas la chaise électrique? Par ailleurs, pourquoi traiter les gays et les lesbiennes comme les autres citoyens et citoyennes lorsqu'on pourrait rétablir la discrimination systématique? Sans parler de forcer les femmes à mener à terme toute grossesse! Et les pauvres? Qu'ils se grouillent où qu'ils crévent, non? Voilà autant de débats passionnants qui nous changeraient de la constitution.

Et pour finir sur la constitution justement, n'oublions pas que depuis une décennie, le principal intérêt constitutionnel des gens de l'Ouest réside en un sénat élu dont les membres proviennent à parts égales de chacune des provinces. Ce qui aurait comme effet de diminuer de façon draconienne le poids relatif du Québec dans la fédération. Exactement le contraire de tout ce que le Québec a toujours voulu.

En résumé, il m'apparaît que le bon stock du jour est d'une part déjà périmé, et d'autre part sans aucun intérêt pour les Québécois. Mais il y aura toujours des gens pour sauter dans un train en marche, même s'il recule.

IDÉES

Une thèse contestée sur l'intelligence et la pauvreté



Un monument à la mémoire des victimes du génocide rwandais a été érigé près d'une église au sud de Kigali. En 1994, le génocide rwandais a été directement causé par des dérives intellectuelles racisantes.

Une perversion raciste de l'histoire

LUC-NORMAND TELLIER

Département d'études urbaines et touristiques
Université du Québec à Montréal

Que ne ferait-on pas pour être publié! Voici qu'un Finlandais, Tatu Vanhanen, se joint aux Américains Richard Herrnstein et Charles Murray ainsi qu'au Canadien J. Philip Rushton pour apporter de nouvelles preuves pseudo-scientifiques à la thèse suivant laquelle «l'intelligence générale moyenne d'une population (QI) fournit l'explication la plus forte pour la richesse et la pauvreté des nations, même si ce fait n'explique seulement qu'une partie de la variation du revenu per capita». Cette «nouvelle racisante» provoquera chez tout anti-raciste et tout observateur de l'évolution économique mondiale des 6000 dernières années trois types de réaction: la première de colère, la seconde de doute scientifique et la dernière de remise en question de l'histoire telle qu'elle nous est enseignée.

Commençons par la colère. On aurait pu croire qu'après l'holocauste nazi, l'humanité aurait enfin compris que jouer avec certaines méthodes scientifiques dans un contexte racial pouvait engendrer les pires crimes et les pires aberrations mentales. Eh bien, non! Certains universitaires — qui s'estiment sans doute eux-mêmes fort intelligents — ne l'ont pas compris et nous préparent à tous des lendemains de massacres.

En 1994, le génocide rwandais a été directement causé par de telles dérives intellectuelles. Ce génocide est la conséquence directe de l'importation au Rwanda par les puissances européennes de l'application de telles méthodes scientifiques à l'étude comparative de groupes humains. Au cours de la première moitié du XX^e siècle, des experts européens se sont livrés au Rwanda et au Burundi à des études comparatives des populations tutsi, hutu et twa. Ils se sont mis à mesurer les crânes, les narines, les tailles, l'épaisseur des lèvres, ainsi que les aptitudes intellectuelles des uns et des autres. Ils ont classé les uns par rapport aux autres suivant des critères totalement simplistes. Ainsi un Rwandais qui avait les narines étroites, une grande taille, les lèvres minces et un crâne allongé était réputé avoir des aptitudes mentales et des qualités de leadership supérieures.

La chose est allée si loin que ces experts ont réussi à convaincre les autorités coloniales de l'époque d'émettre des cartes d'identité classant chaque Rwandais suivant les catégories tutsi, hutu et twa — ce qui, compte tenu des multiples intermariages, n'était nullement facile dans bien des cas. Le tort causé au Rwanda par ces fameuses cartes d'identité doit se mesurer en centaines de milliers de morts (800 000 lors du génocide de 1994 et plusieurs dizaines de milliers d'autres au cours des multiples massacres qui ont précédé).

Le fait est que cette évaluation pseudo-scientifique des aptitudes des uns et des autres sur une base de catégories basées sur des caractéristiques physiques a affecté tout autant ceux qu'elle identifiait comme ayant de grandes aptitudes que ceux qui étaient rangés dans l'autre catégorie. Ces derniers ont souffert de discrimination pendant des dizaines d'années jus-

qu'à ce qu'ils prennent le pouvoir en 1961. Arrivés au pouvoir, ils ont pris leur revanche en maintenant en place le fameux système des cartes d'identité afin d'inverser le sens de la discrimination, ce qui a finalement débouché sur la «solution finale», le génocide de 1994 qui s'est fait aux dépens de ceux que les pseudo-scientifiques avaient classés dans la catégorie ayant de grandes aptitudes.

Tout cela pour dire que les apprentis sorciers ne se trouvent pas seulement parmi les biologistes manipulateurs de gènes et les physiciens nucléaires, ils s'en trouvent aussi parmi les chercheurs en science dite sociale.

Deuxième réaction: le doute scientifique. Les conclusions de Vanhanen sont dangereuses, très dangereuses. Cela est évident. Sont-elles néanmoins scientifiquement acceptables? Je ne le crois aucunement. Tout en elles prête le flanc à la critique. Les catégories raciales elles-mêmes sont peu scientifiques. Nous sommes tous, Caucasiens, Africains négroïdes, Nord-Africains, Asiatiques, Amérindiens et autres, d'une «impureté raciale» extrême. Nous sommes tous issus de brassages raciaux incroyables. Il n'y a sans doute pas un seul Européen blond aux yeux bleus qui ne soit porteur d'un héritage asiatique (Mongol, Hun, Hongrois, slave ou autres). M. Vanhanen lui-même étant Finlandais doit le savoir, les Finnois étant d'origine asiatique et cousins des Hongrois et des Turcs, tous originaires d'Asie. Inversement, les premiers habitants du Japon, les Aïnous, étaient des caucasoïdes (des «blancs»). En Afrique, les nilotiques (Ethiopiens, Peuls, Tutsis, Masais, etc.) sont un groupe de transition entre les caucasoïdes et les négroïdes et ils se sont depuis des siècles et des siècles mêlés aux négroïdes. Comment est-il possible de tirer des conclusions scientifiques sur les races en l'absence d'une définition scientifique des races? Voilà une question essentielle!

Par ailleurs, il est plus que mathématiquement probable que, si le niveau de développement a un effet direct sur les résultats obtenus lors des tests de quotient intellectuel — ce qui est plus que vraisemblable —, les tests statistiques puissent laisser croire — à tort — que l'intelligence générale moyenne d'une population «explique» le niveau de développement de cette population. Le seul moyen scientifique de solutionner le problème consisterait à comparer un nombre élevé de représentants de chaque groupe racial élevés dans les mêmes conditions, dans un même environnement social, économique et culturel, ainsi que dans des contextes familiaux comparables. La chose n'est pas forcément impossible: il suffirait de comparer des enfants adoptifs de races différentes ayant vécu au sein d'une même famille. Bien que réalisable, une telle étude présenterait peu d'intérêt en l'absence de définitions scientifiques des races; ou de telles définitions sont sans doute impossibles — et le seraient-elles qu'elles ne seraient pas souhaitables.

Troisième réaction: la remise en question de notre apprentissage de l'histoire. Depuis que le monde est monde, les peuples «riches et en santé» se sont crus, dans leur essence, leurs gènes, leur race, leur culture et leur religion, supérieurs aux

peuples «pauvres et malades». Ils ont été persuadés et ils ont tenté de démontrer en écrivant leur histoire que leur richesse et leur bonne fortune ne pouvait être qu'«endogènes» et que les facteurs «exogènes» ne jouaient qu'un rôle marginal dans leur sort enviable. Toute l'histoire que l'on nous apprend est marquée par cette vision suivant laquelle le triomphe des uns et des autres s'explique avant tout par leur qualités propres. Les études de Vanhanen, Herrnstein, Murray et Rushton sont un produit récent de cette approche. Or, une étude de l'évolution du développement économique dans le temps et dans l'espace conduit à remettre totalement en question de telles convictions.

Cette évolution est marquée par d'immenses «inerties spatiales» et «trajectoires» qui opèrent à l'intérieur de grands corridors de développement où les races ne semblent jouer aucun rôle. Toute l'histoire mondiale des 6000 dernières années est marquée par de tels mouvements spatio-temporels. Ainsi, à l'ouest du golfe Persique le développement économique a suivi une trajectoire «trans-raciale» de Sumer en Mésopotamie, vers la Phénicie, la Grèce, l'Italie, la Flandre et l'Angleterre. Cela s'est fait en trois phases: 1- de Sumer à Rome (de 3000 av. JC à 476 ap. JC); 2- de Rome à Bagdad (suivant un retour du pendule, de 476 ap. JC à environ 1400 ap. JC); 3- puis, de Bagdad à Londres (par la suite). De même, à l'est du golfe Persique, la trajectoire principale, tout aussi «trans-raciale», est allée de Sumer vers la Perse, vers l'Inde, vers la Chine et vers le Japon.

Cette logique spatiale du développement économique est si forte que tous les grands centres de pouvoir du monde actuel font partie d'un seul et même corridor tout à fait circulaire (et trans-racial): le «Corridor américain». Ce corridor circulaire comprend New York, Londres, Paris, Tokyo, Beijing, Moscou, Berlin, Chicago, Toronto et Los Angeles. Ce corridor a émergé depuis environ 1825 et domine actuellement le monde après que celui-ci ait été dominé pendant 5000 ans par le «Grand corridor» partant de Sumer et allant vers Londres à l'ouest, et vers la Chine et Tokyo à l'est.

Il est possible de déceler des régularités spatio-temporelles au cours de l'histoire, il est tout à fait impossible de proposer une explication raciste systématique de l'histoire. De fait, toutes les grandes races ont été tour à tour maîtres et esclaves. N'oublions jamais que sous l'empire romain et même, beaucoup plus récemment, sous l'empire ottoman, les blonds aux yeux bleus étaient beaucoup plus souvent des esclaves que des maîtres et que si, dans l'Égypte ancienne, les juifs (dont personne ne mettra en doute l'intelligence) ont été esclaves, plusieurs pharaons ont été négroïdes (ou à tout le moins éthiopiens). De fait, le délire raciste basé sur la couleur de la peau est un phénomène relativement récent dans l'histoire de l'humanité.

Mais c'est aussi, hélas, un phénomène qui a déjà fait couler assez de sang pour qu'on doive le combattre par tous les moyens. A mon sens, les conclusions de Vanhanen, Herrnstein, Murray et Rushton sont une insulte à l'intelligence et une perversion de l'analyse scientifique en science sociale qu'il

Boscoville

Un boulet qui nous replonge dans le passé

RICHARD TREMBLAY

Titulaire de la chaire sur le développement de l'enfant de l'Université de Montréal

Lettre adressée à Paule des Rivières, éditorialiste

J'ai lu avec intérêt, mais également avec tristesse, votre éditorial du 2 août sur Boscoville. J'y ai reçu ma formation d'intervenant auprès des adolescents délinquants lorsque Boscoville était au sommet de sa gloire à la fin des années 60. Quelques années plus tard, dans le cadre de ma thèse de doctorat à l'Université de Londres, j'ai évalué l'efficacité de centres de réadaptation pour adolescents délinquants en Angleterre et au Québec, y compris Boscoville. J'ai également été directeur de l'École de psychoéducation de l'Université de Montréal qui avait la responsabilité de former les éducateurs de Boscoville.

Le débat autour de Boscoville illustre très bien la difficulté que nous avons de prendre des décisions qui s'appuient sur les connaissances scientifiques lorsque l'on planifie les services pour les enfants en difficulté.

Vous avez raison de dire que le Boscoville des années 60 et 70 ne peut renaître de ses cendres. Le Boscoville des années 60 a en fait disparu dans les années 70, bien avant la décision de fermer l'établissement en 1997. Ce qui reste aujourd'hui c'est la mémoire du bon vieux temps et un terrain dans l'est de Montréal qui, comme les madeines de Marcel Proust, ravive un souvenir chargé d'émotions.

Je partage ce sentiment, mais on ne trouvera pas les solutions efficaces aux problèmes de délinquance juvénile avec des arguments qui s'appuient sur la sentimentalité. Le Boscoville des années 60 est devenu un modèle pour ceux qui, comme d'autres depuis le milieu du XIX^e siècle, croient que de regrouper une centaine d'adolescents délinquants dans un même lieu avec des adultes bien formés permettrait de transformer la personnalité des adolescents en difficulté et d'éviter la récidive. Personne n'a démontré que cette approche, extrêmement dispendieuse, était plus efficace que d'offrir des services de soutien de qualité au sein de la communauté où ces jeunes doivent apprendre à vivre.

Je participe depuis deux ans à un comité de l'Académie des Sciences des États-Unis chargé de faire le point sur le traitement des adolescents délinquants. L'une des principales conclusions est qu'il faut éviter de regrouper les jeunes en difficulté sous prétexte de les aider. Les comportements déviants sont contagieux. Cela est particulièrement vrai à l'adolescence quand les liens entre amis sont plus puissants que les liens avec les adultes. Jusqu'à preuve du contraire, le placement en internat n'est justifiable que pour les rares cas qui présentent des problèmes sérieux de violence. L'objectif premier dans ces cas est de protéger la population.

On n'a pas encore trouvé de traitement clairement efficace pour les adolescents délinquants. C'est pourquoi il faut mettre l'accent sur la prévention et continuer à expérimenter de nouveaux traitements. C'est uniquement par l'expérimentation de nouvelles approches et l'évaluation rigoureuse de ces innovations que l'on pourra peut-être un jour trouver des programmes efficaces pour aider les adolescents délinquants.

Depuis trois ans le débat autour de Boscoville nous empêche d'avancer dans cette direction. Le Ministère de la Santé et des Services Sociaux semble vouloir trouver un compromis; mais votre éditorial me fait comprendre que les défenseurs de Boscoville ne seront jamais satisfaits, puisqu'on ne peut revivre le passé, alors que ceux qui pourraient expérimenter de nouvelles approches susceptibles d'être efficaces n'auront pas les ressources, puisqu'elles serviront à tenter de faire revivre Boscoville.

Je vous écris Mme des Rivières parce que je suis généralement en accord avec vos éditoriaux, et que celui sur Boscoville me semble un bel exemple du fait que les esprits les plus éclairés peuvent être séduits par des campagnes qui reposent sur le sentimentalisme. A mon avis, la question à poser n'est pas «quel Boscoville?», mais plutôt «quelles sont les méthodes de traitement efficaces pour les adolescents délinquants?». La réponse n'est certainement pas Boscoville.

Boscoville est un lieu où, à partir du début des années 50, des jeunes adultes ont eu le courage et la détermination de créer un milieu de vie accueillant pour les adolescents en difficulté. Nous en gardons tous un bon souvenir, mais il serait irresponsable de tenter d'aider les adolescents en difficulté d'aujourd'hui avec les bons souvenirs du passé. Qui oserait proposer que l'on revienne aux hôpitaux des années 50 ou 60?

Nous avons besoin de réaliser de nouvelles expériences pour améliorer le sort de nos adolescents délinquants. Le lieu Boscoville est devenu un boulet qui nous replonge dans le passé.

C'est par
l'expérimentation
de nouvelles
approches
et l'évaluation
rigoureuse
de ces
innovations
que l'on pourra
un jour
trouver
des programmes
efficaces
pour aider
les adolescents
délinquants

S'il est possible de déceler des régularités spatio-temporelles au cours de l'histoire, il est tout à fait impossible d'en proposer une explication raciste systématique

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine : Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Sylvain Blanchard, Jean Chartier (vie urbaine), Marie-Andrée Chouinard (éducation) Yves d'Avignon (sports); Paule des Rivières (éditorialiste), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Judith Lachapelle, Louise Leduc, Kathleen Lévesque (actualités politiques municipales), Benoit Munger (responsable du site Web), Brian Myles (justice et faits divers), Isabelle Paré (santé); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques); Martin Duclos et Christine Dumazet (relucteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle : Michel Bélair (responsable), Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres); Odile Tremblay (cinéma), Clément Trudel (musique); à l'information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Hélène Baril, Claude Lévesque, François Normand, Claude Turcotte; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Pierre O'Neill, Hélène Buzetti, Manon Cornélière (correspondantes parlementaires à Ottawa), Mario Cloutier et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec); Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Louise-Maude Roux Soucy, Marie-Claude Petit (commis). La documentation : Gilles Paré (directeur); Brigitte Arsenault, Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING : Jacqueline Avril, Jean de Billy, Manon Bouchard, Gyslaine Côté, Marlène Côté, Anouk Hurbutt, Philippe Gagné, Christiane Legault, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Chantal Rainville, Micheline Ruelland, (Publicitaires), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Micheline Turgeon; Martine Bérubé (secrétaire). LA PRODUCTION Christian Goulet (responsable de la production), Claudine Bédard, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Marie-Josée Hudon, Yanick Martel, Olivier Zuïda. PROMOTION ET TIRAGE Martine Aubin (directrice), Johanne Brien (responsable à la clientèle), Hélène Gervais, Évelyne Labonté (responsable à la promotion des abonnements), Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Patrick Inkel (contrôleur), Ghislaine Laflair, Claudette Béliveau (secrétaire administrative), Danielle Laperrière, Nathalie Perrier, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

ACTUALITÉS

FAUTEUIL

SUITE DE LA PAGE 1

vèles pestes, que les exclus sont plus nombreux qu'à son époque, je crois bien que ce portrait extraordinaire lui donnerait à penser. Il dirait peut-être, lui qui pensait assis, que le monde a changé pour le mieux, tandis que les hommes, eux, en sont restés à leurs «branleries».

Ce texte est le fruit d'une collaboration entre *Le Devoir* et Radio Canada. Serge Bouchard en fait lecture le dimanche soir dans le cadre des *Chemins de Travers*, émission qu'il anime entre 20 h et 23 h, au 95,1 FM de la Première Chaîne, à Montréal.

Le pilote meurt, un passager improvise l'atterrissage

Winer Haven (AP) — Un Américain revenait en avion des Bahamas avec sa femme et ses trois enfants lorsque le pilote est décédé aux commandes du monomoteur Piper. Le passager ne s'est pas démonté et, avec l'aide à distance d'un instructeur de vol, il a réussi à poser l'appareil sur un aéroport de Floride.

Henry Anhalt n'avait jamais piloté d'avion de sa vie. Pourtant, une demi-heure après avoir pris les commandes, il posait tant bien que mal l'appareil sur l'aéroport de Winter Haven.

Les faits se sont déroulés samedi après-midi. Henry Anhalt a lancé un SOS radio, réclamant de l'aide pour faire atterrir le monomoteur six places, après que le pilote eut perdu connaissance. L'appel a été reçu par un instructeur de vol à temps partiel, Dan McCullough, qui donnait des leçons de pilotage à un particulier à bord d'un autre avion volant dans le secteur.

Henry Anhalt ne semblait pas effrayé. «Il était vraiment calme et il était capable de me donner des indications sur les instruments», a raconté l'instructeur.

Pendant que l'apprenti pilote s'entraînait à contrôler l'appareil avec l'aide de l'instructeur, sa femme, Becky, 33 ans, et leurs fils Jeremiah, 11 ans, Jacob, sept ans, et Joseph, deux ans, attachaient leur ceinture, assis sur les sièges passagers derrière lui.

Une fois que Henry Anhalt s'est dit prêt et que les pompiers ont pris position sur la piste, l'avion a entamé sa descente vers l'aéroport. «Je lui ai juste donné des instructions pour qu'il place l'appareil au-dessus de la piste et qu'il coupe le moteur», a souligné Dan McCullough.

Le Piper a touché la piste violemment, rebondi et touché à nouveau le sol, avant de dévier à travers un terre-plein recouvert d'herbe et de s'arrêter sur une piste adjacente.

L'avion n'a eu que des dégâts légers, et les cinq passagers sont sortis indemnes. Le pilote a été déclaré mort, mais la cause du décès n'a pas encore été déterminée.

Journaliste muselé

Sanaa (AFP) — Un tribunal de Sanaa, au Yémen, a interdit à un journaliste d'exercer sa profession pendant 10 mois pour diffamation d'un ministre qu'il avait accusé de corruption. Le propriétaire et rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Al-Choumou* («les chandeliers») Saif Haderi a également été condamné à verser deux millions de riyals (13 000 dollars) de dédommagements au ministre de l'Éducation Yahya Mohammad al-Chouaibi, et à son adjoint, Abdel Malek Moallemi.

LE DEVOIR

Les bureaux de *Le Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346
Par télécopieur (514) 985-3390

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-3390
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié le lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québec St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québec Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québec Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.



600 000 personnes ont assisté au défilé de la Fierté gaie.

ÉRIC ST-PIERRE LE DEVOIR

FIERTÉ

SUITE DE LA PAGE 1

me chaque année, il y a des moments plus émouvants, lors du passage des mères lesbiennes accompagnées de leurs petits par exemple, ou de celui des gais et lesbiennes des communautés culturelles, ou encore de la joyeuse bande d'ados de l'organisme montréalais Projet 10 qui offre du soutien aux jeunes homosexuels...

«Les gens de la communauté aiment se voir dans le défilé», explique Louise Roy. Notre mission de départ est d'abord et avant tout de permettre à la communauté de parler d'elle-même. On ne veut pas que ça ne devienne qu'un défilé commercial comme les autres. Et puis, on se dit que si les membres de la communauté se reconnaissent dans la fête, ils vont y participer. Que s'ils y participent, on peut être sûr que ça va être le party. Et que s'il y a un party, les Montréalais et les touristes vont vouloir y assister.»

Doublant le budget d'ici à l'an prochain

Pour permettre au «party» de grandir, il devra s'élever au-dessus des «économies de bouts de ficelle» ce qui veut dire à tout le moins doubler son budget de fonctionnement qui s'élevait cette année à moins de 600 000 \$. Pour ce faire, les recettes de la commandite privée et des campagnes d'auto-financement devront être augmentées. Les gouvernements sur-

tout devront faire un effort. «Il n'est pas normal qu'un événement qui génère l'équivalent de 21 millions de retombées économiques reçoive si peu d'aide des gouvernements» déplore Louise Roy. On s'attend d'ailleurs à ce que la Ville de Montréal annonce bientôt une augmentation de sa contribution qui ne s'élève pour le moment qu'à 10 000 \$. On espère une aide prochaine de 100 000 \$ de la Société des événements majeurs du Québec. Quant au gouvernement fédéral qui ne verse pas un sou à l'événement, «on aimerait qu'il se déniaise enfin».

L'ajout de ressources financières permettrait en premier lieu d'offrir un meilleur encadrement des différentes organisations communautaires participant au défilé. «Pour le moment, les groupes se débrouillent chacun comme ils peuvent», regrette Louise Roy. On reçoit pourtant des appels de pleins de costumiers et de personnes qui savent faire des décors qui nous offrent leur aide. On pourrait par exemple organiser des ateliers de formation et ouvrir l'année des locaux de fabrication. Elle constate également que, chaque année, les nombreuses activités programmées tout au long de la semaine offrent à la population la rare occasion de découvrir différents courants de la culture underground, un milieu mal servi selon elle par les autres festival montréalais. La célébration de la fierté gaie pourrait en faire sa marque de commerce.

GORE

Le chef démocrate dit avoir un «joker» en main

SUITE DE LA PAGE 1

en tête dans les sondages pour la Fête du travail américaine (Labor Day), cette année le 4 septembre, sort traditionnellement victorieux du scrutin présidentiel, qui aura lieu le 7 novembre.

Traditionnellement lors des campagnes présidentielles, celui qui mène le jour de la Fête du travail remporte le scrutin deux mois plus tard. L'élection présidentielle aura lieu le 7 novembre.

Hier, le chef de file de la minorité démocrate au Sénat, Thomas Daschle, s'est déclaré confiant: «Je pense que d'ici le Labor Day, la fourchette se situera à nouveau dans la limite de la marge d'erreur», a-t-il déclaré sur la chaîne de télévision NBC.

«Nous allons recevoir un gros coup de pouce» de la convention démocrate qui se tiendra du 14 au 17 août à Los Angeles, a-t-il présumé.

Un rebond est d'autant plus nécessaire pour Al Gore qu'en choisissant l'ancien secrétaire à la Défense Dick Cheney comme son candidat à la vice-présidence, George W. Bush a encore compliqué la tâche de l'actuel vice-président. Ce choix devrait en effet satisfaire la base conservatrice du parti tout en permettant au gouverneur de Texas de compenser son manque d'expérience en politique nationale et internationale.

Dans le même temps, George W. Bush a placé la convention républicaine sous le signe de l'ouverture aux minorités et du «conservatisme avec du cœur», consacrant aussi beaucoup de place à des thèmes traditionnellement chers aux démocrates comme l'éducation.

La contre-offensive d'Al Gore doit débuter demain, lorsqu'il annoncera son «ticket» depuis son fief de Nashville, au Tennessee, un État du Sud qu'il a représenté comme sénateur, tout comme son père.

Gore devra choisir un colistier qui mettra en valeur ses propres atouts, attaquera plus directement que lui le candidat républicain et répondra aux attaques venues de son camp.

Les noms les plus cités sont ceux des sénateurs John Edwards (Caroline du Nord), John Kerry

(Massachusetts) et Joseph Lieberman (Connecticut). Ce dernier, s'il est choisi, serait le premier juif à figurer sur le ticket présidentiel de l'un des deux grands partis américains.

Mais le vice-président n'a pas fourni d'indications et la désignation d'un autre colistier est encore possible.

Les collaborateurs d'Al Gore ont confirmé la semaine dernière que Kerry, Edwards et Lieberman faisaient partie d'une liste de six noms parmi lesquels le colistier serait choisi. Mais Gore a déclaré qu'il avait en main un «joker» dont on ne connaît pas l'identité.

Le sénateur Kerry a été décoré pour sa bravoure durant la guerre du Vietnam où Al Gore a fait son service dans les services de presse de l'armée, alors que pour la première fois depuis longtemps aucun des deux membres du «ticket» républicain n'est un ancien combattant.

Kerry, plus à gauche que Al Gore au sein du parti, pourrait aussi lui permettre de mobiliser en sa faveur les militants du parti.

Ce second rôle pourrait toutefois être encore mieux rempli par Dick Gephardt, un natif du Missouri très lié aux syndicats, qui forment le noyau dur du soutien au parti démocrate.

M. Gephardt a toutefois indiqué publiquement qu'il préférerait concentrer ses efforts pour que les démocrates retrouvent la majorité à la Chambre des représentants, qu'ils ont perdue en 1994.

Après avoir choisi son partenaire, le vice-président entreprendra une tournée de plusieurs États-clés, avant la convention de son parti.

«Cette convention va devoir s'occuper de sujets concrets [...] et parler des différences avec les républicains», a estimé le directeur de campagne d'Al Gore, Bill Daley, hier sur la chaîne ABC.

Devant les policiers

Dans son discours d'investiture jeudi soir, Bush avait raillé l'administration Clinton-Gore au pouvoir de 1992 à 2000 — «huit années d'occasions perdues»,

FRANCOS

À quand des concepts neufs d'événements collectifs?

SUITE DE LA PAGE 1

ne sont plus tributaires de la formule du festival fondateur, les FrancoFolies de la Rochelle. Rappelons l'histoire. Il était une fois Jean-Louis Foulquier, aventurier de la chanson en France, qui voulut créer un grand événement rassembleur à l'image de nos célébrations des années 70. Naquirent en 1985 les Francos de La Rochelle, bâties autour de vedettes acquiescentes, dans le moule de l'émission de radio *Polen* de Foulquier: cartes blanches, «fête à...», hommages et autres saluts, on cherchait surtout à susciter les rencontres uniques. Rapidement, on fit le tour du jardin: une fois que tout le monde eut chanté en duo avec tout le monde, on reprit les mêmes et on recommença *ad nauseam*. Voyez le problème. Ici, ce fut pire. D'abord quasi hivernal (décembre) puis automnal (octobre) et enfin estival (une fois fin juin, mais généralement début août), le p'tit frère québécois fut long à adapter la manière Foulquier à la réalité locale: chez nous, le tour du jardin est bref.

Cette année, outre le Salut Gerry! de fin de festival, la «carte blanche» dévolue à Éric Lapointe et le spectacle de La Chicane et compagnie (tous dans le même genre rock pataud, faut-il noter), les FrancoFolies auront eu la bonne idée d'éviter la boîte à surprise crachant des tas d'invités pas toujours bienvenus: peut-être a-t-on compris le message après le festival auto-publicitaire Isabelle Boulay de l'an dernier. Echaudé, le public semble de moins en moins attiré par ces affiches «tout-étoilées» la plupart du temps parachutées et bonnes seulement pour les enregistrements télé. Tiens, parlons-en, de la télé: tares des premières années, les caméras ont presque totalement quitté les FrancoFolies, laissant la fête se dérouler sans régisseurs et autres meneurs de claque.

En plus de s'émanciper de La Rochelle, les Francos montréalaises se démarquent peu à peu de l'autre grand frère, celui qui partage les forces organisationnelles de l'Équipe Spectra: le Festival international de jazz de Montréal. Si le site est partagé, on n'y courtise plus la même clientèle. On l'a assez dit pour que ce soit entendu: on ne débambule pas au FIJM comme aux Francos. La chanson — avec des mots! — a ses factions, alors que le jazz — plutôt instrumental — est universel: on ne cherche plus aux Francos à plaire démographiquement aux 30 à 55 ans avec famille. Au contraire des radios passe-partout, le festival a choisi la voie la plus difficile et la plus intéressante: proposer et laisser le public disposer. C'est le contraire du sondage: on présente ce que l'on croit être valable, et advienne que pourra. C'est supposer aux gens une certaine intelligence: on étale la palette complète en se disant que les meilleurs s'imposeront naturellement. Belle logique que celle-là, à contre-pied de l'actuelle vision racoleuse du monde artistique: ne jamais donner au public ce qu'il veut parce qu'il ne voudra jamais que ce qu'il connaît déjà.

Améliorées, rafraîchies, les présentes FrancoFolies n'auront cependant pas été sans torts: la présence du nouveau commanditaire Ford (le polluant fabricant d'autos qui a pris la place du polluant fabricant de tabac) est nettement plus tapageuse, signalant le début navrant d'un temps nouveau. Qui n'a pas contourné la grosse Ford Focus en plein milieu du site, ou reçu ses huit cent trente-deux billets de tirage? Par ailleurs, le contournement de la grève des techniciens aura eu la triste conséquence de ramener les gros spectacles à la morne et drabe Place des Arts, meilleur gage de mortelle ambiance jamais érigé: la soirée Bélanger-Ferland-Rivard en fut presque gâchée, bien plus grave sabotage que les drôles d'odeurs du système d'aération.

Désormais bien servis à l'extérieur, c'est du côté de Guy Latraverse qu'on se tournera: les Francos pourraient certainement être encore plus folles en dedans. A quand des bringués dédiées aux formidables catalogues des Gainsbourg, Dutronc, Nino Ferrer, Bobby Lapointe ou Bashung? A quand des concepts neufs d'événements collectifs? Peut-être Laurent Saulnier devrait-il s'en mêler.

selon le gouverneur du Texas et son colistier Cheney.

Gore a rétorqué que cette accusation était dénuée de fondement, en faisant notamment remarquer qu'avec le président Clinton, ils avaient bâti «l'économie la plus forte dans l'histoire», qui a aidé à créer 22 millions de nouveaux emplois et à diminuer de moitié le nombre de personnes dépendant de l'État-providence.

Samedi, Al Gore, avait salué certains des policiers de haut niveau en s'engageant à soutenir les membres des forces de l'ordre et en se livrant à une critique à peine voilée du nouveau ticket républicain George W. Bush/Dick Cheney.

Applaudi par les membres de l'Association nationale des organisations de police, Gore a noté qu'il avait contribué à mener la lutte pour interdire les balles perforantes «neuves de fics» — qui peuvent percer les gilets pare-balles et les pistolets en plastique et qu'il avait demandé des crans de sûreté obligatoires sur les pistolets pour protéger les enfants.

Le candidat républicain s'est longtemps opposé aux crans de sûreté pour les enfants, mais il a dit cette année qu'en tant que gouverneur du Texas, il en fournirait à toute personne qui le demande.

Cheney s'était retrouvé en minorité à la Chambre des Représentants dans les années 80 lorsqu'il avait voté contre une interdiction des balles perforantes et des pistolets en plastique. Il avait dit que ces mesures représentaient une violation du droit constitutionnel de porter des armes.

Alors que Cheney et Bush sont tous deux opposés au durcissement de la législation sur les armes à feu, Gore a dit aux policiers: «Je vais continuer à lutter pour des mesures sensées destinées à éloigner les armes des gens qui ne devraient pas en avoir, dont les enfants et les criminels.»

«J'ai toujours soutenu les droits des chasseurs et des sportifs et continuerai à le faire. Mais on ne devrait jamais avoir le droit d'utiliser des balles perforantes teuses de fics et c'est pourquoi je me suis battu pour leur interdiction», a-t-il ajouté.